

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Le Conseil départemental de la Haute-Garonne  
et les Services académiques de la Haute-Garonne présentent

## PRÉPARATION AU CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE & DE LA DÉPORTATION 2022-2023

« L'École et la Résistance.  
Des jours sombres aux lendemains de la Libération (1940 - 1945) »



# À la mémoire de...

Le MDR&D poursuit sa mission de collecte de l'Histoire et de la mémoire alors qu'au fil du temps, les voix de celles et de ceux qui ont vécu la Seconde Guerre mondiale s'éteignent. Cette année plusieurs nous ont quitté, nous souhaitons ici rendre hommage à certains d'entre eux.



## Lucien Vieillard

est né rue Lejeune à Toulouse, en 1923. La guerre éclate pendant sa scolarité au lycée Fermat qui est alors le lycée de garçons de Toulouse. Au cours de ses études à la faculté de droit, il entre dans le mouvement de résistance Libération-Sud et commence par des graffitis et des distributions

de tracts avant d'être envoyé en Corrèze aux Chantiers de Jeunesse. Quand il revient, il est affecté à la Cartoucherie et profite de sa position pour transférer un maximum d'informations à son mouvement. Au moment de l'unification de la Résistance, il intègre les FFI (Forces françaises de l'Intérieur) et participe à la libération de Toulouse. Après la guerre, il poursuit une carrière d'huissier de justice puis de chef du contentieux dans une caisse de retraite. En parallèle, il s'initie à la peinture en autodidacte. Progressivement reconnu pour son art, il devient un artiste prolifique. En 2018, il donne 48 de ses toiles de style naïf au Conseil départemental, qui les présente au château de Laréole.

## Marise Crémieux Hurstel

est, pendant la guerre, une enfant cachée sous le nom de Marise Camus. Elle tient un journal dans lequel elle note ses pensées de jeune adolescente, mais aussi ses doutes et ses souffrances en tant que jeune fille juive. Elle s'inquiète pour



ses proches car son frère est résistant et son père Claude a disparu. Il est déporté et meurt à Sobibor. Après la guerre, elle épouse Claude Hurstel, un autre enfant caché. En 2017, son fils met à disposition ses archives pour l'exposition du MDR&D « Gamins d'hier, Ados d'aujourd'hui ».

## Marcel Granier

naît en 1925 à Villemur-sur-Tarn. Pour éviter d'être envoyé en Allemagne avec le Service du travail obligatoire (STO), il tente de prendre le maquis, mais n'y parvient pas. Finalement, il s'engage dans la police où il découvre de nombreux collègues qui comme lui



n'acceptent pas le régime du maréchal Pétain. Il intègre alors le réseau de résistance NAP (Noyautage des administrations publiques). Après la guerre, il poursuit sa carrière dans la police tout en s'engageant dans les associations mémorielles. Il a notamment été président du Conseil départemental de la Résistance.



## Yanek (Jean) Vaislic

a 13 ans lorsque sa vie bascule avec l'écrasement de son pays, la Pologne, par l'Allemagne nazie et l'Union soviétique. Jeune juif habitant la zone de Pologne sous contrôle allemand, il ne peut plus aller à l'école, doit porter l'étoile jaune et doit déménager dans le ghetto. Les membres de

sa famille sont arrêtés et assassinés. Jean est déporté à Auschwitz-Birkenau, puis à Buchenwald. Il a alors 16 ans. Il survit dans les camps grâce à l'amitié de Wacek Nogal qu'il suit à Toulouse après leur libération. Là, il rencontre et épouse Marie, une jeune Toulousaine rescapée de la Shoah qui, comme lui, a survécu aux camps (Ravensbrück). Jean a accepté d'être enregistré par le MDR&D.



## Jeune Toulousain, Henri Soum

est apprenti dans une usine aéronautique Dewoitine lorsqu'il refuse en 1942 d'assister à la seconde visite du maréchal Pétain dans la ville. Licencié, c'est le point de départ de son engagement dans la Résistance, d'abord via les Francs-Tireurs et Partisans français (FTP)

puis dans le maquis de Cazères. Henri participe à plusieurs opérations armées jusqu'à la libération du département. Après la guerre, il rassemble ses souvenirs de la période dans plusieurs livres et témoigne pour le MDR&D en 2019.

Né en Mayenne, **Christian Bouhours** arrive à Toulouse en 1936 à 11 ans.

Pendant la guerre, il commence à travailler à la Poste où il réalise ses premiers actes de résistance en subtilisant les lettres de dénonciation adressées à la Gestapo. Il intègre ensuite deux réseaux pour lesquels il récolte des informations.



En parallèle, il aide une famille juive à se cacher des autorités. Il participe également à la libération de Toulouse. Après la guerre, il reprend sa carrière à la Poste. En 2020, il accepte de témoigner devant les caméras du MDR&D.



La Haute-Garonne est une terre de résistance. Elle y a pris une large part lors du second conflit mondial. A ce titre, le concours départemental de la Résistance est chaque année un temps fort pour le Conseil départemental et son Musée de la Résistance et de la Déportation, en partenariat avec les services de l'Education nationale en Haute-Garonne.

L'objet de ce concours n'est pas d'être une simple évocation historique et mémorielle. Il constitue également un outil d'éducation civique essentiel pour préserver et consolider un avenir qui doit être fait de respect, de solidarité, et des trois mots qui caractérisent la devise de la république : liberté, égalité et fraternité.

Par son travail et son engagement dans ce concours, chaque élève a la lourde et belle tâche de s'inscrire en passeur de mémoire et de participer à la transmission des valeurs républicaines. C'est par l'éducation, par la transmission de ces valeurs d'engagement que nous pourrions contrecarrer les menaces qui pèsent sur notre époque.

Depuis 2015, le Conseil départemental s'est résolument engagé dans cette voie à travers les actions de son Musée départemental de la Résistance et de la Déportation qui joue son rôle mobilisateur et fédérateur autour de l'héritage de la Résistance et de ses enjeux contemporains.

Le concours auquel vous participez s'inscrit dans la droite ligne de cette action de transmission des valeurs de la Résistance. Car c'est bien de résistance dont il nous faut faire preuve aujourd'hui encore : résistance pour la défense de nos valeurs, de notre culture ouverte sur le monde, de la souveraineté des Etats et du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes et de leur avenir.

Quant au thème de cette année : « L'école et la Résistance », il vient judicieusement en écho pour rappeler que le peuple doit être instruit pour sortir de l'ignorance et de la peur qui sont les armes du despotisme ; que la recherche de la justice, de la paix et de la vérité ne peut être menée que par des esprits libres, par l'instruction qui libère de l'ignorance, par la culture qui émancipe de toutes les tutelles et qui est une école de la résistance à la violence et à l'arbitraire.

L'heure est toujours à la résistance. Il n'appartient qu'à nous, par notre engagement et notre détermination, de rester maîtres d'un avenir que nous voulons bâtir sur les valeurs universelles qui nous unissent, un avenir porteur d'une société de paix, de tolérance, de fraternité, de partage.

**Georges Méric**

Président du Conseil départemental de la Haute-Garonne



Chaque année, depuis près de soixante ans, des dizaines de milliers d'élèves et de nombreux acteurs et partenaires du système éducatif se mobilisent, partout en France, autour du Concours National de la Résistance et de la Déportation, qui constitue un repère incontournable parmi les actions qui permettent à l'institution scolaire de donner corps à la dimension civique de ses missions éducatives.

Chaque élève participant s'engage en effet dans un acte citoyen. Par les connaissances qu'il acquiert, par les compétences de recherche, d'analyse et d'expression qu'il met en œuvre, il affine son sens critique. Par son investissement personnel, associé à celui de milliers d'autres candidats, il s'engage dans une action collective de commémoration d'événements tragiques qui ont marqué l'histoire de notre nation, et au-delà, du monde.

En cette année 2022-2023, le thème retenu pour le concours, « L'École et la Résistance. Des jours sombres aux lendemains de la Libération (1940-1945) » pose la réflexion sur un cadre familier pour chaque élève. Chacun pourra mesurer la rupture que provoquent la défaite et l'instauration du régime de Vichy dans l'histoire de l'École. Quatre années durant, celle-ci est marquée par une intense propagande dans le cadre de la Révolution nationale et n'échappe pas aux persécutions antisémites. Mais les actes de résistance se multiplient de la part de professeurs et d'élèves guidés par des valeurs humanistes et démocratiques sur lesquelles se refonde ensuite l'École républicaine à la Libération. Depuis, de nombreux établissements scolaires de la Haute-Garonne ont été placés sous leur haut-patronage, à l'instar des collèges Jean-Pierre Vernant et Charles Suran ou des lycées Raymond Naves ou Paul Mathou. S'interroger sur les actes et les aspirations des hommes et des femmes qui décidèrent avec un immense courage, de lutter, avec leurs moyens propres, contre l'oppression, est l'occasion d'une réflexion historique et civique particulièrement porteuse de sens.

Le présent corpus de documents, réunis avec soins par le personnel du Musée de la Résistance et de la Déportation de Toulouse, sous l'égide du Conseil Départemental de Haute-Garonne, constitue une ressource précieuse pour permettre à tous les futurs candidats et candidates à ce concours d'ancrer cette période dans leur espace proche.

Je sais pouvoir compter sans réserve sur l'investissement des enseignants de Haute-Garonne, qui accompagneront, dans les collèges comme dans les lycées, des milliers d'élèves dans leur préparation rigoureuse à cet exigeant concours. Je leur exprime toute ma reconnaissance pour leur travail au service des élèves qui, dans notre département, chaque année, se distinguent parmi les lauréats académiques et nationaux, et, plus encore, pour leur participation à un événement pédagogique qui contribue activement à la formation des citoyens de demain.

**Mathieu Sieye**

Inspecteur d'académie,

Directeur académique des services de l'Éducation nationale en Haute-Garonne

# Le mot de l'équipe du musée

Le MDR&D souhaite tout d'abord exprimer une pensée pour Marie-Claude Petersen qui nous a quittés cette année. Marie-Claude était membre de l'association des Amis du musée et toujours volontaire pour aider l'équipe du musée. Ancienne enseignante, elle s'est investie pendant plusieurs années dans la préparation de ses élèves au CNRD, puis dans la correction des travaux.

## Une brochure renouvelée

Avec ce nouveau sujet L'École et la Résistance : des jours sombres aux lendemains de la Libération (1940-1945), le musée inaugure une nouvelle formule pour sa plaquette. **Le sujet est traité en 3 axes** : le début de la guerre et l'école selon le régime de Vichy ; la Résistance des enseignants et des élèves dans l'école ; l'école après la Libération. Chaque axe est traité en plusieurs sous-parties, illustrées par des documents et des extraits de témoignages. Tous sont conservés au musée : collection du MDR&D ou collections privées mises à disposition. Cette plaquette a pour ambition de vous rendre accessible des sources historiques, de vous proposer des pistes de travail. À vous ensuite de choisir et d'approfondir à partir des sources qui vous intéressent.

La seconde partie de la plaquette, intitulée Ressources, regroupe des données dans lesquelles piocher au besoin : chronologie des événements liés à l'école ; schéma récapitulatif du système scolaire de l'époque ; courtes biographies de personnes citées dans la plaquette ou utiles pour ce sujet ; définitions ; sélection de lieux commémoratifs en rapport avec le sujet ; bibliographie.

Bien entendu l'exhaustivité n'est pas possible. La composition de nos collections ne nous permet pas, par exemple, de traiter de la figure de Jean-Pierre Vernant ni du Groupe insurrectionnel français, jeunes lycéens résistants. En revanche, nous avons souhaité mettre en avant, aux côtés des figures incontournables, des personnalités moins connues.

Bonne lecture, et bon travail !

*L'équipe du Musée de la Résistance & de la Déportation de la Haute-Garonne*



© CD31 - Hélène Ressayres

Remise des prix du CNRD 2021-2022

# Sommaire

<b>Introduction</b> .....	8
---------------------------	---

## AXE 1

<b>L'école des années sombres</b> .....	9
L'école avant-guerre.....	10
L'école pendant les combats de 1939-1940.....	12
L'exode.....	14
L'école selon Vichy : la Révolution nationale.....	16
L'école selon Vichy : le rôle des hommes et des femmes.....	18
L'école selon Vichy : le sport.....	20
Les persécutions antisémites.....	22

## AXE 2

<b>Résister à l'école</b> .....	25
Les enseignants et élèves repliés sur Toulouse.....	26
Des enseignants résistants.....	28
Enseigner dans les camps d'internement.....	32
Des élèves résistants.....	34
Des élèves au combat.....	36
Après la victoire, l'épuration.....	38

## AXE 3

<b>L'école aux lendemains de la Libération</b> .....	41
Élèves et instituteurs à la Libération.....	42
Penser l'école d'après.....	45
Commémorer.....	48

<b>Conclusion</b> .....	50
-------------------------	----

<b>Ressources</b> .....	51
Chronologie.....	51
Le système scolaire.....	52
Biographies.....	53
Définitions.....	56
Lieux commémoratifs.....	57
Bibliographie.....	58

# Introduction

À quoi ressemble l'école dans les années 1940 ? L'âge d'obligation scolaire est plus bas qu'aujourd'hui : 13 puis 14 ans. Les parcours scolaires sont divisés entre l'ordre primaire et l'ordre secondaire (voir notre schéma récapitulatif page 50). Si l'élève n'obtient pas de bourse, les revenus de ses parents influent sur le niveau scolaire qu'il peut atteindre. L'école obligatoire, grand acquis de la République, demeure assez inégalitaire. Les études jusqu'au baccalauréat sont ainsi une exception, les études universitaires encore plus : en 1939, on recense 27 000 bacheliers, soit 8% des jeunes gens en âge de le devenir.

En 1934, Philippe Pétain déclare : « Avant de se jouer sur un champ de bataille, les destinées d'un peuple s'élaborent sur les bancs de la classe et de l'amphithéâtre. » Cette phrase permet d'abord de bien visualiser l'importance que le maréchal accorde au rôle de l'école, ensuite de comprendre pourquoi en 1940 il rejette la responsabilité de la défaite sur l'école républicaine. De là découle, selon lui, la double nécessité de la réformer. Pour relever la France, il compte façonner une jeunesse nouvelle. On est loin de la conception de l'école selon Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale sous le Front populaire. En 1936, dans une circulaire concernant l'interdiction de la propagande politique, il énonce : « Les écoles doivent rester l'asile inviolable où les querelles des hommes ne pénètrent pas. »

Des enseignants (instituteurs, professeurs de collèges, lycées et universités) refusent l'école selon Vichy. Les raisons sont multiples : refus de la présence allemande, refus de la collaboration avec l'Allemagne, défense de la République, refus des persécutions (contre les juifs, contre les sociétés secrètes...), refus d'un gouvernement qui ne parvient pas à protéger sa population des pénuries ou du travail forcé en Allemagne... Des lycéens et étudiants s'engagent également : par exemple le 11 novembre 1940 à Paris, une grande manifestation s'organise pour commémorer, malgré l'interdiction, la victoire de la Première Guerre mondiale. Des élèves et des enseignants ont participé aux combats pour la liberté.



© MDR&D - Fonds Blagnac

**Les sigles** sont expliqués page 54.

**Les noms de personnes** sont référencés pages 51 et suivantes.



## L'école des années sombres

MESSAGE  
ADRESSÉ PAR LE MARÉCHAL PÉTAİN  
AUX ÉCOLIERS DE FRANCE  
A L'OCCASION DE LA RENTRÉE D'OCTOBRE 1941

Jeunes élèves des Ecoles de France,  
JE COMPTE SUR VOUS...

Si j'ai désiré vous parler aujourd'hui, au moment où vous recommencez une année scolaire, c'est qu'il faut que vous sachiez que je compte absolument sur vous pour m'aider à reconstruire la France, à faire des Français un grand peuple loyal et honnête.

Et je ne veux pas attendre que vous soyez devenus de grandes personnes pour vous demander de le faire. L'année dernière, pour Noël, plus de deux millions d'entre vous m'ont dit qu'ils m'aimaient de tout leur cœur et ils m'ont envoyé de magnifiques dessins. C'est très bien, mais puisque vous voulez être avec moi, il ne suffit pas de me le dire, il faut le montrer à tout le monde.

— 10 —

© MDR&D - Fonds Blagnac

Page extraite  
d'un almanach  
adressé à la jeunesse.



© MDR&D - Fonds Blagnac

...soyez des filles et des garçons francs et loyaux.

13 OCTOBRE 1941

Photographie extraite d'une publication montrant le maréchal Pétain en action auprès de la jeunesse et des écoliers.

## Extrait de brochure



© MDR&D - Fonds Blagnac

Page de présentation de l'École pratique d'industrie et d'artisanat de Gourdan-Polignan, imprimée en novembre 1936. On y voit l'objectif d'enseignement fixé par l'établissement, la durée des études, les types de cours et les modalités d'inscription. L'âge limite d'entrée (13 ans) correspond à la fin du premier cycle scolaire obligatoire. Pour payer les frais de scolarité, il est possible d'obtenir des bourses, qui sont dispensées par l'État et certains départements. Après les trois années d'étude, les élèves peuvent obtenir, après un examen, le certificat d'aptitude professionnelle et le brevet d'enseignement industriel.



© MDR&D

Cette école technique s'installe en 1922 dans les locaux qui étaient ceux d'une école de prêtres depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. À l'été 1944, des Allemands occupent le site. En 2000, l'établissement qui est devenu un lycée est renommé Paul Mathou, en l'honneur d'un ancien élève entré en résistance et exécuté en 1944.





© MDR&D - Fonds Blagnac

Cette sélection d'articles de *La Dépêche du Midi* illustre l'attitude du ministère de l'Éducation nationale face au déroulement de la guerre.

En avril, les combats n'ont pas réellement commencé. Le 10 mai marque le début de la poussée puis de l'invasion allemande. Le 8 juin, le front français est désagrégé. Le 10 juin, le gouvernement quitte Paris et le 14 juin, les Allemands entrent dans la capitale française.

## Article du 12 avril 1940

Le ministère réfléchit à des dates de grandes vacances qui puissent permettre de maintenir l'activité économique du pays. En effet, les enfants des zones rurales sont également une main-d'œuvre pour les différentes récoltes.

## Article du 1<sup>er</sup> mai 1940

Le ministre de l'Éducation nationale s'adresse aux enseignants. Il leur demande d'exalter et de justifier la guerre auprès de leurs élèves. La dernière partie du texte, mise en gras, revêt à nos yeux un caractère presque prémonitoire.



© MDR&D - Fonds Blagnac

### Article du 13 juin 1940

La fin de l'année scolaire est avancée pour libérer les locaux scolaires et pouvoir les utiliser pour les besoins de la guerre. En revanche, les écoles techniques dont les travaux sont utiles à la Défense nationale poursuivent leur activité.



### Jules Soletchnik, élève de primaire à Paris, se souvient :

« En juin 1940, Paris a été bombardée dans la journée. J'étais au lycée Michelet. La sirène [a retenti], on s'est mis dans la cave du lycée. Puis après il y avait la sirène indiquant qu'il fallait sortir, mais nous on ne pouvait pas parce que quelques bombes étaient tombées sur le lycée et l'entrée de la cave était bouchée. Il a fallu attendre deux heures pour qu'on nous débloque. Je suis reparti, j'ai vu des maisons démolies. Je suis arrivé chez moi, dans le 15<sup>e</sup>, la maison était intacte, donc c'était pas mal ».



© Collection privée

## Jules Soletchnik se souvient :

Sa famille fuit Paris à deux reprises. La première fois, en 1939 lors de la déclaration de la guerre, son père part au front. Jules, sa mère, son frère et les deux enfants de la concierge de leur immeuble se réfugient à la campagne, à Mauleurier (Maine-et-Loire). Cette photographie les montre ensemble avec la famille qui les accueille. Ils finissent par tous rentrer à Paris. La seconde fois, en 1940, lorsque les Allemands se rapprochent de Paris, Jules et sa famille (son père également, qui est rentré blessé des combats) partent à nouveau. Mais cette fois, leur exode dure quatre ans.

« Je me souviens de la nationale 20, quand on a marché d'abord vers Étampes puis vers Orléans. Puis quand on a été bombardé ou mitraillé par les Italiens qui venaient d'entrer en guerre, mon père a dit *On ne va plus rester sur la nationale 20, on va prendre des petites routes parallèles*. On était beaucoup moins nombreux. On dormait dans des fermes, ils nous donnaient à manger, on dormait sur la paille. C'est comme ça qu'on est arrivé à Orléans, le pont n'était pas encore démolé. On a traversé la Loire, et là on a eu le train de marchandises qui nous amenés jusqu'à Cahors. Et à Cahors on a eu un train de voyageurs, en 3<sup>e</sup> classe [pour Toulouse]. Sur la nationale 20, on marchait comme des moutons : on n'avait qu'une seule idée c'était de fuir.

Il y avait une cohue... enfin c'était noir de monde ! Sur les petites routes que mon père a voulu qu'on prenne, on était beaucoup moins. C'était peut-être un peu plus long, on a été à pied en 5 jours il me semble de Saint-Rémy-lès-Chevreuses jusqu'à Orléans. Une fois on a été mitraillé, on s'est mis dans le fossé. Puis c'est là où mon père a décidé de quitter la nationale. On était un groupe d'une vingtaine. On était très bien accueilli dans les fermes qui attendaient l'arrivée des Allemands. Les gens nous aidaient spontanément. Les fermiers qui étaient là, ils voulaient partir eux aussi, mais ils ne voulaient pas laisser les animaux. J'ai vu les premiers mitraillages, les premiers morts sur la route, des blessés, le sang qui coulait. J'avais 13 ans. C'était pas marrant. »

© MDR&D - Don Ballossier



Jacqueline Ballossier

## Jacqueline Petit, qui est alors lycéenne à Saint-Sernin, se souvient :

« La population de Toulouse n'a pas connu l'exode, ce qui fait qu'on n'allait plus au lycée, et il y avait le bac quand même, on était en terminale. On nous a prévenu qu'on [les enseignants correcteurs du baccalauréat] allait être très sévère puisque nous n'avions pas eu à souffrir ni des bombardements, ni de l'exode : nous étions des privilégiés. Et à ce moment-là, la population de Toulouse a doublé. Des réfugiés de Belgique, du Luxembourg ; et au lieu d'aller au lycée, j'allais à la gare de Matabiau avec les camarades du scoutisme, et on portait les bagages, on donnait à boire, on s'occupait des bébés. C'était un autre monde. Les examens n'avaient plus aucun sens. »

© MDR&D - Fonds Bagnac



## Article de La Dépêche du Midi, 14 juillet 1940

Les armistices entre la France et l'Allemagne puis l'Italie entrent en vigueur le 25 juin 1940 : selon le gouvernement français, la guerre était perdue.

**L'exode** a commencé plusieurs jours avant : cet afflux de personnes qui fuient précipitamment l'avancée de l'armée allemande, en train, en bicyclette ou à pied. Dans cette cohue humaine, des membres d'une même famille peuvent se retrouver séparés. Pendant cette période, Toulouse voit sa population quasiment doubler. Comme elle n'a pas les infrastructures pour accueillir tous ces réfugiés, des bâtiments publics comme les écoles peuvent être réquisitionnés pour les loger, français comme étrangers.



### 1. — L'ÉCOLE

Le but de l'Éducation est de faire de tous les Français des hommes ayant le goût du Travail et l'amour de l'Effort.

*De l'Education, 15 Août 1940.*

Il ne suffit pas d'instruire les esprits pour former les cœurs et pour tremper les caractères.

*De l'Education, 15 Août 1940.*

Le cœur humain ne va pas naturellement à la bonté; la volonté ne va pas naturellement à la fermeté, à la constance, au courage. Ils ont besoin, pour y atteindre et pour s'y fixer, d'une vigoureuse et opiniâtre discipline.

*De l'Education, 15 Août 1940.*

L'École est le prolongement de la Famille.

*8 Juillet 1941.*

L'École doit faire comprendre à l'enfant les bienfaits de l'ordre humain qui l'encadre et le soutient.

*8 Juillet 1941.*

11

L'École Française enseignera le respect de la personne humaine, la Famille, la Société, la Patrie.

*De l'Education, 15 Août 1940.*

L'École doit rendre l'enfant sensible à la beauté, à la grandeur, à la continuité de la Patrie.

*8 Juillet 1941.*

L'École Française ne prétendra plus à la neutralité : la vie n'est pas neutre, elle consiste à prendre hardiment parti.

*De l'Education, 15 Août 1940.*

Il n'y a pas de neutralité possible entre le vrai et le faux, entre le bien et le mal, entre la santé et la maladie, entre l'ordre et le désordre, entre la France et l'Anti-France.

*De l'Education, 15 Août 1940.*

L'École Française sera Nationale avant tout, parce que les Français n'ont pas de plus haut intérêt commun que celui de la France.

*De l'Education, 15 Août 1940.*

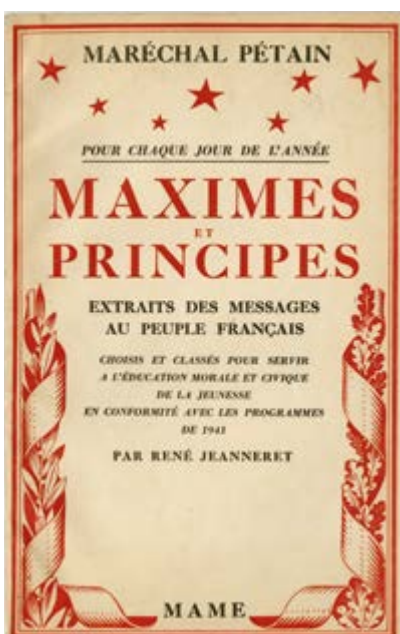
L'École doit enseigner à l'enfant le respect des croyances morales et religieuses, en particulier de celles que la France professe depuis les origines de son existence nationale.

*8 Juillet 1941.*

Le premier adversaire des écoliers, c'est l'oubli des bonnes résolutions.

*Octobre 1941.*

12



### La parole du maréchal

La brochure *Maximes et principes* est imprimée en 1942. Elle regroupe des extraits de discours du maréchal Pétain qui sont classés par thématique. Celle de l'école correspond à la première partie du chapitre I intitulé : La réforme intellectuelle et morale. Les citations sont à utiliser en cours d'éducation morale et civique, c'est pour cela qu'il est précisé « conforme avec les programmes de 1941 ». Le gouvernement du maréchal Pétain réforme rapidement les programmes scolaires pour qu'ils soient en accord avec les idées de la **Révolution nationale** : former des enfants respectueux, obéissants, disciplinés et forts. Par ailleurs, la religion, qui avait été écartée de l'école par la loi de 1905 de séparation de l'Église et de l'État, s'immisce à nouveau en classe.



### Article de *La Dépêche du Midi*, 24 août 1940

Le maréchal Pétain obtient les pleins pouvoirs en juin 1940 et commence très vite à réformer l'école. L'importance accordée à cette tâche se mesure au nombre de ministres de l'Éducation nationale (ou de l'Instruction publique) qui se succèdent. Pour l'année 1940, on ne compte pas moins de 4 ministres différents : Albert Rivaud, Émile Mireaux, Georges Ripert et Jacques Chevalier. La réforme de l'école concerne notamment le changement des programmes scolaires et des manuels autorisés pour l'enseignement.

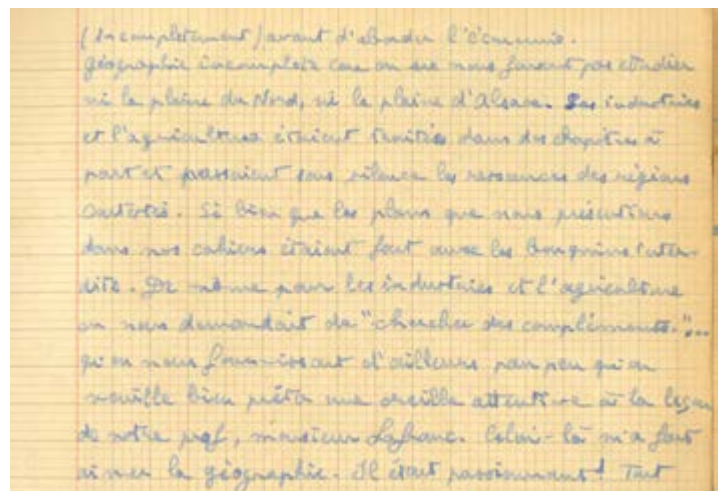
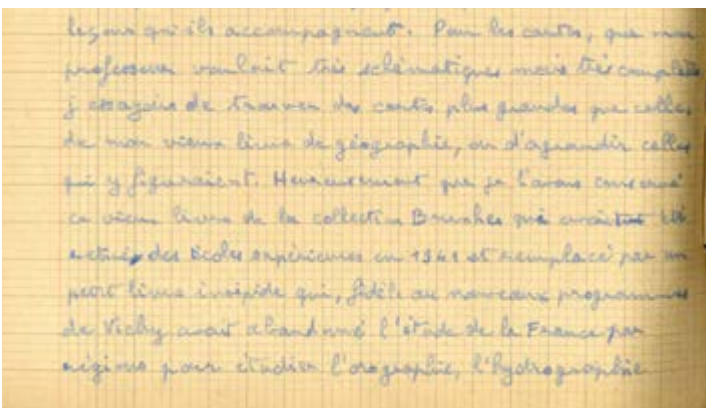


© MDR&D - Fonds Blagnac

### Cahier de Christian Bouhours

Durant l'année scolaire 1941-1942, Christian est en 3<sup>e</sup>A au cours complémentaire de l'école Fabre. À la fin de son cahier de géographie, il note des souvenirs sur sa période d'écolier sous le régime de Vichy. Ces mots sont donc écrits plusieurs années après les faits mentionnés.

La réforme de l'école passe aussi par une réforme des manuels. Une commission de révision des manuels scolaires est créée, qui publie trois listes de manuels interdits tels que *Résumés d'histoire de France* (1935) d'A. Lechevalier, édité par la librairie Delahaye, ou d'autres manuels d'histoire chez Belin et Hachette. Certains passages de ces livres sont jugés trop républicains ou trop anti-allemands.



© MDR&D - Don Bouhours

Devoir d'éducation civique

Ce devoir, écrit sur une petite copie séparée, est lié au cahier d'instruction civique de **Lucette Ariño** pour l'année scolaire 1941-1942. Lucette est alors élève à l'école primaire supérieure de jeunes filles de Toulouse. On lui enseigne que le patriotisme impose des devoirs qui diffèrent en temps de guerre ou en temps de paix, mais également entre les hommes et les femmes. Les hommes doivent combattre et être prêts à mourir ; Les femmes doivent remplacer les hommes au travail, ne pas céder à la démoralisation, montrer l'exemple aux enfants, soutenir le moral et l'humeur des soldats, soigner...

Devoirs imposés par le patriotisme

Ils ne sont pas tous semblables en temps de guerre et en temps de paix

1° en temps de guerre

A) pour les hommes: la patrie leur impose le sacrifice de leur vie. C'est un devoir très dur contre lequel se révolte l'instinct de conservation, l'amour de la famille, en somme toutes nos affections. On se souvient de Cailace faisant ses adieux à Camille: "Je m plains, je me plains mais, si il me faut y aller."

B) pour les femmes: plusieurs doivent subir les dangers de la guerre aérienne et sous la menace des bombardements il leur est nécessaire

de faire preuve de courage. Il sera d'autant plus méritoire que chez les femmes qui ont près d'elles des enfants dont la vie est d'autant plus précieuse que la leur. Toutefois l'ensemble des femmes est extrêmement - exposé que la généralité des Hommes. Beaucoup n'ont pas à réagir contre la crainte de la mort. Cela ne les empêche pas d'avoir des obligations. Elles doivent être plus actives que jamais

a) remplacer les Hommes des emplois que la mobilisation rend vacants, enseignements, bureau, travaux de la terre

b) toutes celles qui ont fait des études d'infirmières peuvent soigner les blessés.

c) Et d'autre part elles doivent se composer une mentalité de guerre. réagir contre le envie de pleurer, s'efforcer à être consciencieuses, écrire des lettres optimistes aux combattants. C'est un devoir

2° en temps de paix: il ne faut pas s'imaginer que le patriotisme n'a pas l'occasion de s'exercer en temps de paix

a) nous devons avoir le souci de la prospérité de la France; il est des actes que nous devons nous interdire parce qu'ils lui nuissent. Faire une fausse déclaration sur le revenu, payer nos impôts en retard, placer notre fortune à l'étranger, maugreer contre des décrets, lois qui doivent restaurer nos finances.

b) si on voyage à l'étranger nous avons de nouvelles occasions de montrer notre patriotisme. Exemple: Nous ne devons pas critiquer notre patrie; de plus nous devons avoir un grand souci de notre réputation que nous devons observer nous-même notre plus grande dignité. En effet si nous nous rendons coupable de notre extravagance on pourrait dire: les Françaises sont extravagantes et extravagantes légères

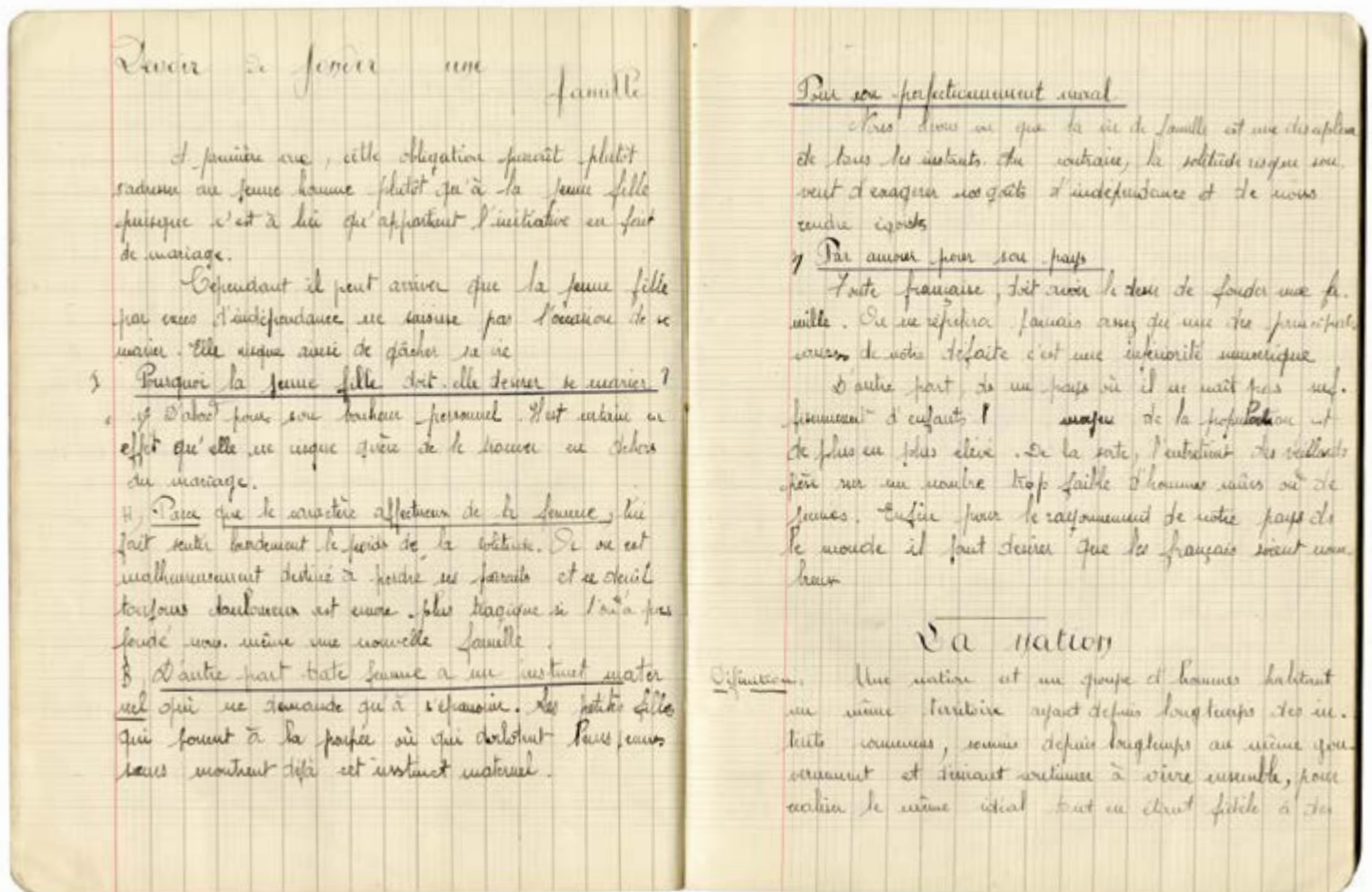
c) nous devons nous garder également de ce patriotisme étroit et jaloux qui rend notre pays haïssable et peut déclencher une guerre chauvinisme

Conclusion: Les chefs d'état qui par leur parole et par leurs actes déclenchent la guerre ne sont pas de bons patriotes

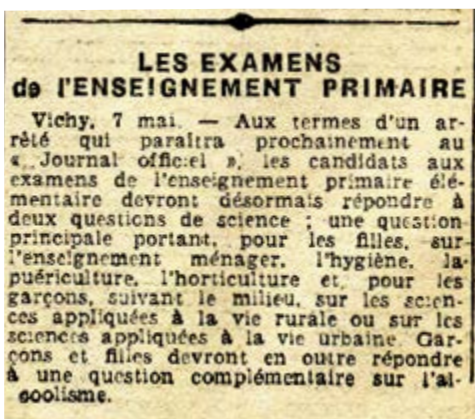
© MDR&D - Don Massat

## Le cahier d'instruction civique

**Lucette Ariño** est en 2<sup>e</sup>, pour l'année scolaire 1941-1942, lorsqu'elle suit ce cours. Les thèmes imposés par la **Révolution nationale** du régime de Vichy sont ceux de la famille, de la patrie, de l'importance du travail et de l'État. De courts devoirs de type rédaction jalonnent également les pages. Dans ce chapitre, l'accent est mis sur l'importance pour les jeunes filles de rechercher le mariage et de fonder une famille. Le maréchal Pétain attribue notamment la défaite de la France à une crise de natalité, et encourage donc fortement les femmes à devenir des mères. C'est dans ce but qu'il entrave le travail des femmes mariées, qu'il complique les démarches de divorce ou qu'il promeut la fête des mères.



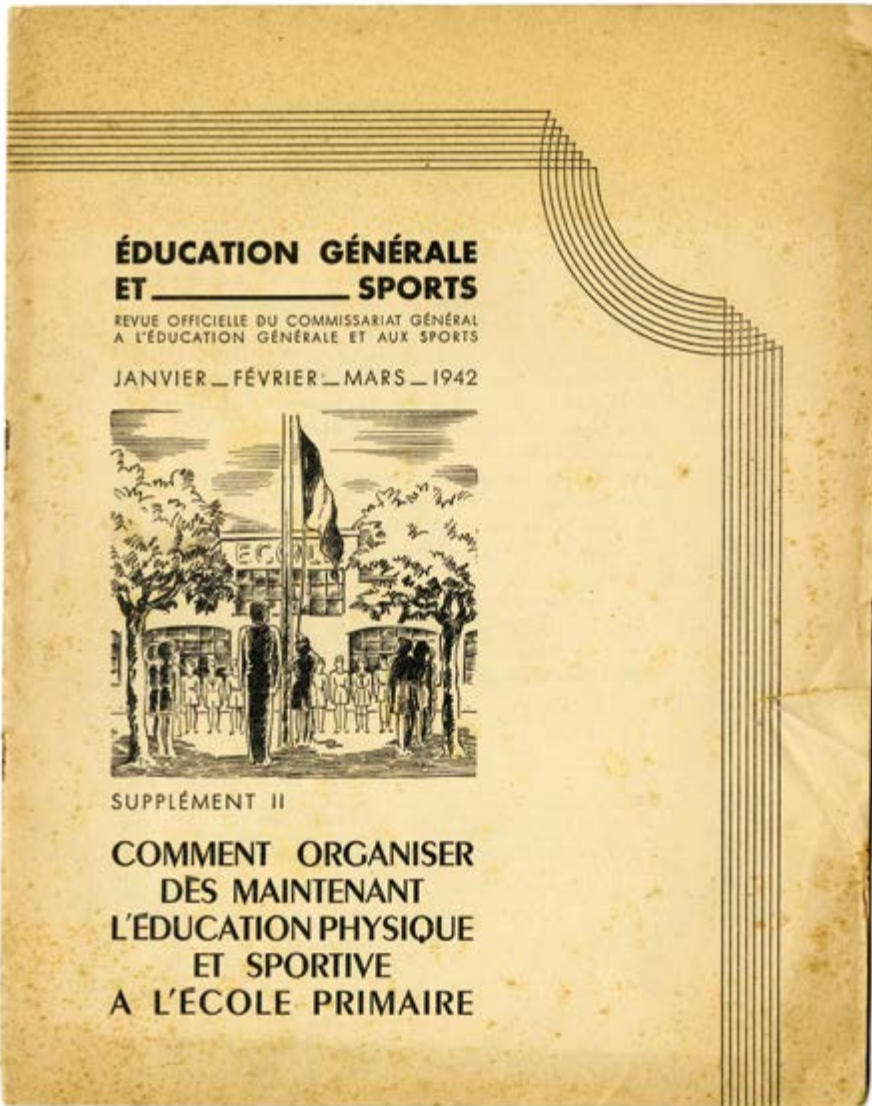
© MDR&D - Don Massat



© MDR&D - Fonds Blagnac

## Article de La Dépêche du Midi, 8 mai 1943

Filles et garçons ne fréquentaient pas les mêmes écoles. Avec les réformes du régime de Vichy, les différences dans leurs programmes respectifs du second cycle (de 11 à 14 ans) sont accentuées. Les jeunes filles sont préparées à leurs rôles de ménagères, tandis que les jeunes garçons sont orientés vers un travail agricole pour les écoliers ruraux ou bien vers un travail ouvrier pour les écoliers citadins. Ces enseignements dépendent des besoins régionaux. Même si l'enseignement différencié selon le sexe de l'enfant n'est pas une spécificité du régime de Vichy, celui-ci met en œuvre un programme essentialisant la fonction des femmes et des hommes, dès leur plus jeune âge.

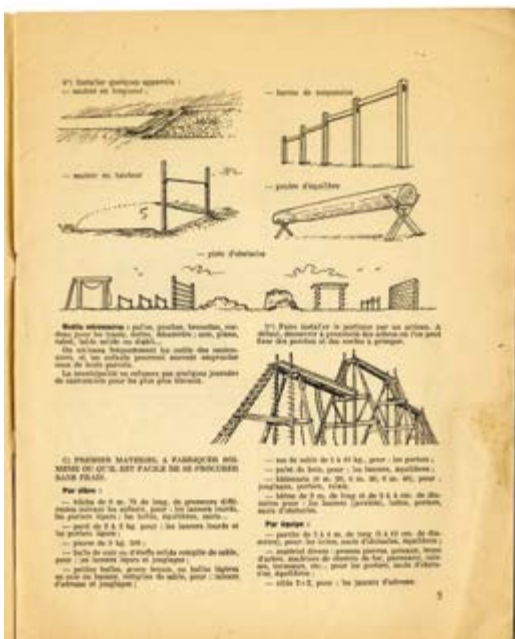


© MDR&D - Fonds Blagnac

## La brochure de 1942

L'exercice physique est un aspect important de la **Révolution nationale**. En effet, la défaite militaire de 1940 est attribuée à une décadence des Français encouragée par la République et le Front populaire. Pour y remédier, l'État français souhaite forger une jeunesse nouvelle dont l'esprit adhère aux principes du maréchal Pétain et dont le corps respire la vitalité. Dans cette optique, des heures d'activités sportives de plein air sont dégagées dans l'emploi du temps scolaire : 4 heures pour les filles, 5 pour les garçons. Si l'éducation physique était déjà un enjeu pour la République, il vient, dans la pensée maréchaliste, répondre à un objectif de « purification » et non plus seulement de santé. Cette brochure est éditée par un organe de l'État pour assister l'enseignant dans cette discipline scolaire.

Elle explique comment organiser son cours (sports, exercices, jeux physiques...). Néanmoins, cette discipline nécessite des équipements dont les écoles manquent cruellement. C'est pourquoi la page ci-contre propose des équipements à fabriquer soi-même.



© MDR&D - Fonds Blagnac

## Jeunes filles dansant dans une cour d'école

Cette photographie montre **Sylvette Narbéburu** (élevée par ses tuteurs Marie et Sylvain Dauriac) en 1943 dans la cour de son école : l'école primaire supérieure de jeunes filles de Toulouse. Ces élèves portent une évocation de tenues traditionnelles et la moitié d'entre elles jouent le rôle du cavalier masculin en béret et short (mot qui est déjà utilisé à l'époque).

La danse folklorique a le mérite d'allier deux activités chères à la **Révolution nationale** : la promotion des coutumes régionales et l'activité physique.



## Jules Soletchnik se souvient :

Après l'exode de 1940, Jules et sa famille s'installent à Reuel. Il y est élève au collège dont le chef d'établissement est M. Camman.

« M. Camman a sauvé deux élèves juifs de l'établissement. C'était le 6 mai 1944, on était en classe de 1<sup>re</sup> et vers 9 h je vois arriver Camman à toute vitesse, il ne frappe même pas, alors qu'habituellement il salue tout le monde. Il ouvre la porte et dit à Carrance *Prends les affaires et viens avec moi*. En passant devant moi, il dit *Prends le registre d'appel et attends-moi à mon bureau*. J'ai pris le registre d'appel, je l'ai attendu [...] M. Camman est arrivé, il a pris le registre d'appel, il dit *Aujourd'hui samedi, Carrance est absent*. Hier, il était absent. Et il le marque absent depuis le début de la semaine. Je n'allais pas le contredire ! C'était samedi. Le lundi on a appris par un autre élève d'Auriac-sur-Vendinelle que les parents de Carrance avaient été dénoncés et arrêtés par les Allemands, et qu'ils savaient qu'ils avaient des enfants : Jean-Jacques et son frère, pensionnaires à Reuel. Quand les Allemands sont arrivés au collège de Reuel, le chef d'établissement leur a montré le registre *Voyez, il est absent depuis le début de la semaine*. »

Jean-Jacques et Bernard Carrance échappent à la déportation grâce à M. Camman et M<sup>me</sup> de Bonnefoy. Leurs parents, leur sœur et leur grand-mère sont quant à eux arrêtés et déportés. Ils n'en reviendront pas.



Jules Soletchnik (2<sup>e</sup> en partant de la droite) et des camarades de classe en mars 1945

418386 Serie B  
**CARTE D'IDENTITÉ**  
 Nom : *Kipen*  
 Prénoms : *Sylvia*  
 Profession : *institutrice*  
 Né le *19 Janvier 1917*  
 à *Paris*  
 département :  
 Nationalité : *Française*  
 Domicile : *Paris*  
*60 rue de Valenciennes*

**SIGNALEMENT**  
 Taille *1 m 38*  
 Cheveux *ch.* Nez } Dos *2* Base *h.*  
 Moustache } Dimension *m.*  
 Yeux *br.* Teint *col.*  
 Signes particuliers :  
 Empreinte digitale :  
 Signature du titulaire : *S. Kipen*  
 Paris, le *12* 1938  
 L. LE PRÉFET DE POLICE  
*Camman*

3-D - Imp. Cha's (RD) - 1043-38

## Carte d'identité

Ce document officiel est émis en 1938. C'est la carte d'identité de **Sylvia Kipen**, jeune Française de 21 ans et habitant Paris. Son métier est mentionné : elle est institutrice. Sur le haut de la carte, un tampon rouge bien visible indique « JUIVE ». Il a été apposé plus tard, en octobre 1940, lorsque cette règle prend effet en zone occupée. Dans le même mois, c'est l'interdiction pour les juifs d'exercer des fonctions publiques qui est promulguée : membres du gouvernement, métiers de la justice, métiers dépendant d'un ministère ou d'une préfecture, militaires, enseignants et bien d'autres... À cause de sa religion, Sylvia n'a plus le droit d'exercer son métier.





© Collection privée

### Marcel Lahana se souvient :

Marcel a 4 ans quand son père puis sa mère sont déportés. Son oncle et sa tante Gerson les accueillent, lui et son frère. De cachette en cachette, ils fuient Toulouse et se réfugient dans une ferme isolée du Lot.

« Depuis le mois de décembre 1942, je ne suis plus scolarisé, mais au Magne [dans la ferme lotoise où ils se cachent], ma tante Rebecca, la plus jeune sœur de mon père, s'est occupée de mon éducation. J'ai appris à lire, à écrire, à compter. [...] Le matin je travaille : des pages d'écriture, des pages de calcul, même de la conjugaison. L'après-midi, c'était relâche. On partait avec mon frère chercher de la doucette. On ramenait la quantité nécessaire pour le repas de la journée. [...] Si bien qu'à la Libération, au lycée Lakanal, j'ai eu un parcours agréable puisque j'ai été chaque année prix d'excellence. »

Rebecca Gerson, la tante de Marcel



© DR

### Raymonde Fontaneau se souvient :

Raymonde est toulousaine, fille d'institutrice et épouse de professeur d'histoire. Elle a arrêté ses études de sténo-dactylo de l'école Pigier à cause des Allemands. Un policier qui habite le quartier l'approche et lui demande d'aider des enfants juifs déscolarisés :

« C'est lui qui est venu dire *Écoutez, vous ne voulez pas faire travailler deux petits enfants ?* Pourquoi pas, je n'avais rien à faire, je n'étais pas en classe, je n'étais pas à l'école Pigier. M<sup>me</sup> Sattinger est venue chez moi avec les deux petits et elle me dit *Il faut venir chez moi.* J'avais une bicyclette qui marchait bien. Depuis octobre 1943, j'y suis allée jusqu'en juin 1944 leur donner des cours. 8 ans et 9 ans, le frère et la sœur. [...] Des enfants résignés, sages, tranquilles, voulant faire plaisir à leur mère. M<sup>me</sup> Sattinger, une femme discrète, qui avait souffert. Mais nous ne parlions pas beaucoup. À ce moment-là, je ne connaissais pas leur histoire. [...] Maman, qui était institutrice en activité, m'a donné tous les livres, arithmétique, grammaire, histoire-géographie, tout ça. Je les ai donnés aux petits. M<sup>me</sup> Sattinger m'a dit que son mari, après la prison, était parti dans un camp. C'est tout. »

À l'été 1944, lorsque la famille est menacée, Raymonde recueille chez elle les deux enfants, Colette et Gérard. En 2019, elle a reçu le titre de Juste parmi les Nations.



© MDR&D - Fonds Blagnac

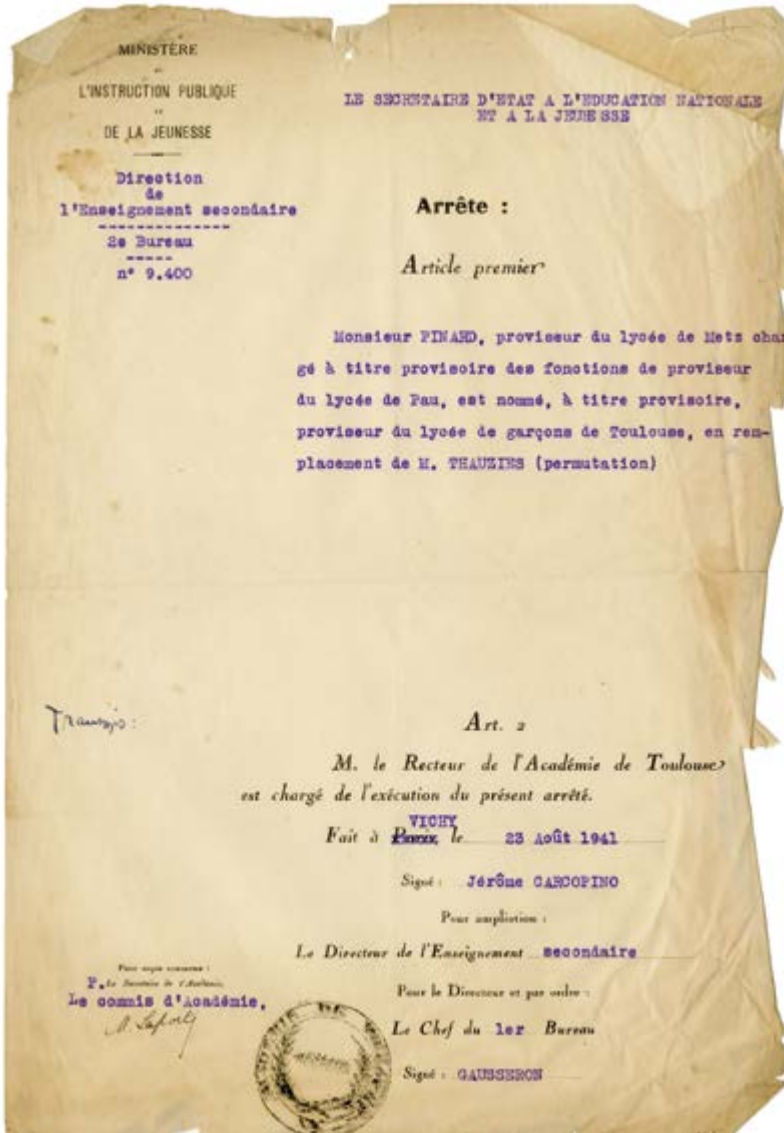


## Résister à l'école



© MDR&D - Don Urman

Détail de l'affiche de l'exposition « Humour interdit ». Réalisée en décembre 1944 à Toulouse, elle montre à nouveau des caricatures et des dessins de presse qui sont interdits pendant la guerre. Ici, un jeune garçon crayonne un graffiti tournant Adolf Hitler en ridicule.



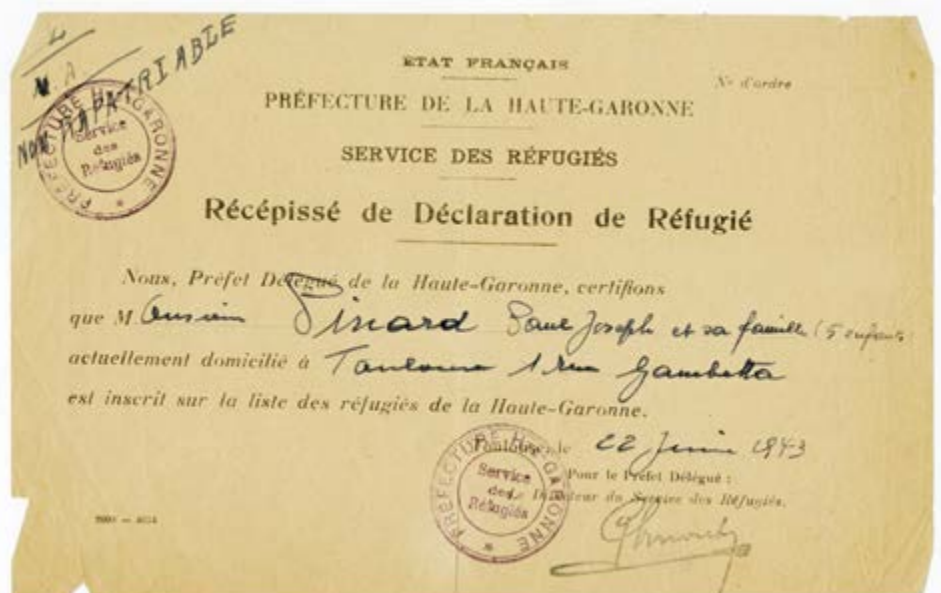
**Les combats de 1939-1940, l'annexion de l'Alsace et de la Moselle, l'occupation immédiate d'une moitié de la France et la constitution de zones interdites entraînent un grand déplacement de population.**

## Joseph Pinard et le lycée de garçons (actuellement Fermat)

Le ministère de l'Éducation nationale (devenu ministère de l'Instruction publique) a la charge de placer les enseignants. Ici, Joseph Pinard est initialement proviseur à Metz, mais la ville fait partie des territoires annexés par le Reich allemand. Il est donc muté à Pau puis ensuite à Toulouse. On remarque que cette mutation est notée comme provisoire.

Sur cette lettre pré-rédigée, la mention « Paris » est rayée pour être remplacée par « Vichy ». En outre, on note la présence de la signature de Jérôme Carcopino. Ce dernier est ministre de février 1941 à avril 1942.

Joseph a fait des études de lettres et de philosophie, pratique 4 langues étrangères. Il a servi durant la Première Guerre mondiale, dont il revient avec 3 médailles. Durant sa carrière, il est professeur puis directeur de plusieurs collèges et lycées de France et d'Europe (Allemagne, Roumanie). Il est marié, père de 5 enfants lorsque la guerre éclate et que les Allemands annexent Metz et le spolient de tous ses biens. Il a donc un statut de réfugié non rapatriable.





© MDR&amp;D - Fonds rétrospectif

Pierre Bertaux



© MDR&amp;D - Fonds rétrospectif

Jean Cassou



© MDR&amp;D - Fonds rétrospectif

Silvio Trentin

## Zoom sur les intellectuels à Toulouse par Jean-Luc Cardinaud

À partir de juin 1940, il s'est trouvé « une pléiade d'intellectuels », repliés à Toulouse à cause de l'exode des populations civiles, de la débâcle militaire et de la proximité de la frontière pyrénéenne. Les universitaires d'origine juive sont rapidement révoqués. Parmi eux, Vladimir Jankélévitch, auteur en 1943 du *Mensonge raciste* avec Étienne Borne et Daniel Faucher, poursuit son enseignement dans la clandestinité. Pour protester contre la devise anti-républicaine *Travail, Famille, Patrie*, **Ignace Meyerson**, secondé par Georges Friedmann, tous les deux destitués par les lois raciales, prennent le risque d'organiser avec leurs confrères, en juin 1941, à la faculté des lettres, un grand colloque sur « Le Travail et les Techniques ». Le germaniste **Pierre Bertaux** crée avec **Jean Cassou** et l'exilé italien **Silvio Trentin** l'un des premiers réseaux de Résistance entrés en liaison avec Londres. Il donne naissance au mouvement Libérer et Fédérer. De jeunes professeurs du lycée, Georges Canguilhem (né à Castelnaudary), **Jean-Pierre Vernant**, ou **Raymond Badiou**, tout en continuant à enseigner, participent à la fondation de mouvements de Résistance. De nombreux étudiants déplacés, **Henri Docquier**, le secrétaire de **Raymond Naves**, Claude Vigée, Alsacien d'origine juive, ou encore Edgar Morin, participent à la renaissance d'une vie politique et intellectuelle libre. Tous ont trouvé un terrain favorable à la résistance intellectuelle, grâce à la présence d'une intelligentsia toulousaine rompue au combat idéologique : le libraire Silvio Trentin, le géographe Daniel Faucher, le professeur de médecine Camille Soula, le syndicaliste Julien Forgues, grâce aussi à l'activité d'instituteurs haut-garonnais tôt entrés en dissidence : **Jean Chaubet**, Paul Descours ou **Maurice Fonvieille**.



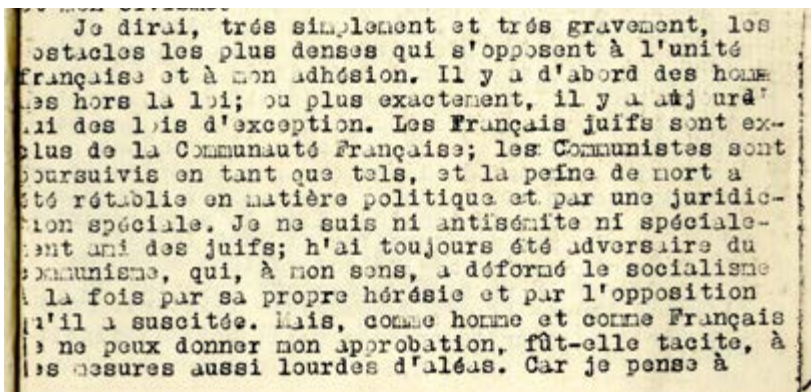
© MDR&D - Don Gaillard

## Raymond Naves

Professeur de lettres à la faculté de lettres de Toulouse, il est syndicaliste et militant socialiste, mais le parti n'existe plus depuis juillet 1940. Suite à des propositions d'anciens camarades pour travailler en lien avec le gouvernement de Vichy, il écrit une lettre de refus où il expose ses motivations. Il autorise la reproduction de cette lettre dans le petit journal clandestin *Vive la Liberté*, en signant de son nom l'article. Nous sommes en novembre 1941. Ce numéro, le 4e, est le dernier du journal car les étudiants qui l'ont fondé sont identifiés, arrêtés et pour la plupart condamnés à des travaux forcés ou des peines de prison.

En parallèle, Raymond Naves s'engage dans la résistance socialiste, occupe de hautes fonctions de direction jusqu'au début 1944, où il est dans les faits le chef de la résistance toulousaine unifiée (chef de l'**Armée secrète**). Il est désigné pour devenir le maire de

Toulouse à la Libération. Néanmoins, il ne rentre jamais en clandestinité pour ne pas abandonner ses étudiants et poursuit ses cours à la faculté. Il est arrêté en février 1944 par **la Gestapo**, emprisonné puis déporté. Il meurt à Auschwitz, en mai 1944. Entre-temps, durant sa captivité à Compiègne (camp de transit entre la prison toulousaine et la déportation en Allemagne), il poursuit sa mission d'enseignement en donnant quelques conférences.



© MDR&D - Fonds rétrospectif

Extrait de l'article de Raymond Naves, publié dans le n° 4 du journal étudiant clandestin *Vive la Liberté*

## Léontine Blaye

Elle est institutrice à l'école de Saint-Lys. Son époux, lui aussi instituteur, est prisonnier de guerre en Allemagne depuis 1940. Elle s'occupe donc seule de leur fils tout en poursuivant son métier. En juillet 1941, la famille Ghershanoc fuit Paris. Le père, qui s'est porté volontaire pour intégrer l'armée, est prisonnier en Allemagne. La mère Riva est seule avec leurs deux enfants Benoît et Claire. Ils sont les cousins de **Jules Soletchnik**. Le Dr Sicard rencontre la famille Ghershanoc et les fait descendre du train dans lequel ils sont, car Claire est malade. C'est ensuite Léontine Blaye qui va les loger et les cacher dans l'école de Saint-Lys pendant toute la guerre. Elle va également se débrouiller pour que le Secours suisse aux enfants prenne Benoît : il sera en sécurité en Suisse de 1942 à 1945. Ce sont ces cinq personnes que nous voyons sur cette photographie. De gauche à droite : Riva, Benoît et Claire, puis Léontine et son fils Georges, tous réunis dans une salle de classe de l'école de Saint-Lys.

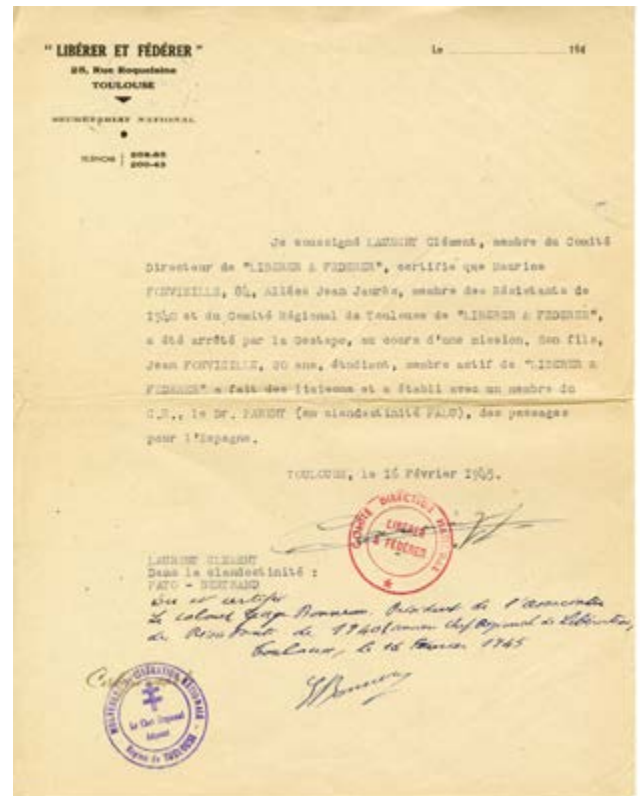


© Collection privée

## Maurice Fonvielle

Décoré de la Première Guerre mondiale, instituteur, il est très engagé politiquement : plus jeune élu municipal de Toulouse en 1925, mais aussi militant socialiste (le parti politique SFIO est dissout en juillet 1940 par le gouvernement de Vichy), membre du **Syndicat national des instituteurs** (qui est interdit en août 1940), très investi dans la création du Groupement des campeurs universitaires (GCU) qui œuvre au développement des camps de plein air autogérés sous le Front populaire et franc-maçon (les « sociétés secrètes » sont interdites en août 1940). Maurice Fonvielle est ainsi particulièrement affecté par le changement de régime.

Il s'engage dès 1940 en faisant partie du noyau fondateur du mouvement de résistance **Libérer et Fédérer**, créé par l'Italien **Silvio Trentin**. Ce mouvement effectue de la diffusion de textes clandestins (notamment par la publication d'un journal clandestin du même nom), de la fabrication de faux papiers, mais aussi du transports d'armes ou de l'aide à la clandestinité pour les alliés. C'est dans le cadre de ces activités qu'il se rend le 4 février 1944 à l'imprimerie d'Henri Lion et que **la Gestapo** l'arrête. Il est ensuite déporté et meurt à Gusen en avril 1945.



© MDR&D - Don Fonvielle-Ferrasse

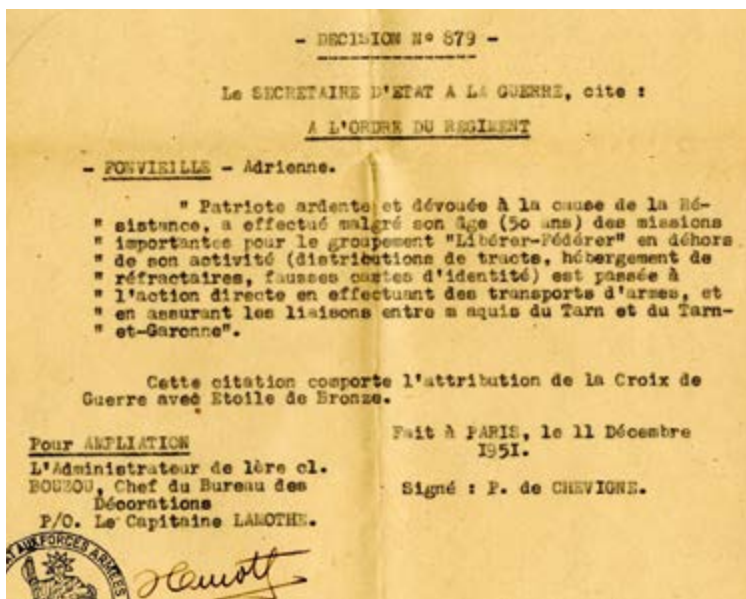


© MDR&D - Don Fonvielle-Ferrasse

## Adrienne Fonvielle

Née en 1894 dans l'Hérault, elle entame une carrière d'institutrice qui l'amène à Balma en 1920. Elle épouse Maurice Fonvielle. Ensemble, ils partagent les mêmes valeurs : elle est également militante socialiste, membre du Syndicat national des instituteurs et franc-maçonne.

Comme son époux, elle s'engage dans la résistance au sein de Libérer et Fédérer. Ce document ci-contre détaille les diverses activités auxquelles elle prend part. En décembre 1943 par exemple, le couple héberge dans son appartement toulousain des aviateurs américains candidats à l'évasion par les Pyrénées pour le réseau Françoise. Contrairement à son époux, Adrienne Fonvielle n'est pas arrêtée. Après-guerre, elle obtient plusieurs reconnaissances officielles, preuve de son engagement : croix de guerre, Légion d'honneur, certificat britannique et diplôme américain. En parallèle, elle gère les démarches administratives pour la reconnaissance de l'engagement de son époux, mort en déportation. Aux élections de 1945 et 1946, elle figure sur des listes socialistes, illustrant que l'engagement féminin pendant la guerre peut trouver son prolongement en politique.



© MDR&D - Don Fonvielle-Ferrasse

## Jean-Bertrand Dufor

Né près de Saint-Gaudens en 1901 d'un père instituteur, il se destine également à cette carrière. Dans les années 1930, il enseigne à Montréjeau, épouse Andréa et devient directeur du cours complémentaire.

Julie Lassère (voir page 9) est par exemple l'une de ses nombreuses élèves.

En voyant son air antipathique sur cette photographie (il est assis tout à droite), on ne soupçonne pas ses activités pendant la guerre. Et pourtant, il entre dans la Résistance en 1942 et effectue plusieurs types d'actions : récupération de parachutages, camouflages d'armes, hébergement de personnes recherchées...

Avec son épouse Andréa, ils logent également chez eux Alexandre Askienazy, un petit garçon juif d'une dizaine d'années dont les parents se réfugient en Suisse. Pour venir en aide à la famille Askienazy, ce ne sont pas moins six Montréjeualais qui se mobilisent : les Augendre, les Roy (eux aussi instituteurs) et les Dufor. Tous les six ont été distingués du titre de Juste parmi les Nations.

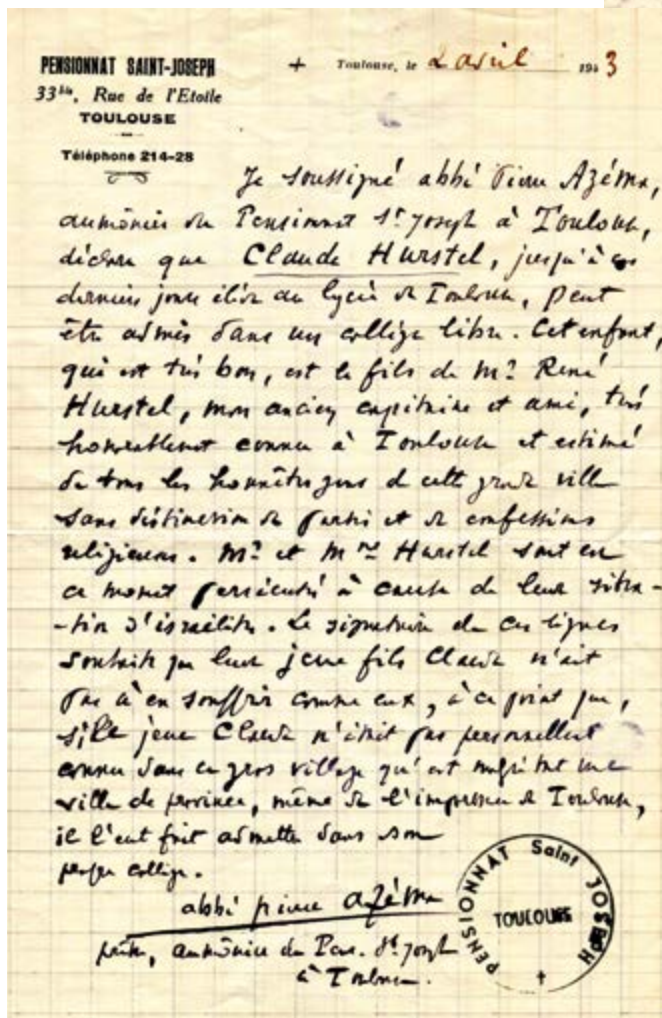


© Collection privée

## Claude Hurstel et l'abbé Pierre Azéma

À 16 ans, Claude se retrouve sans parents lorsque ceux-ci, après avoir été spoliés, sont arrêtés et déportés à Auschwitz en 1943 car juifs. L'aumônier du pensionnat Saint-Joseph où il étudie à Toulouse apprend sa situation et rédige cette lettre. L'objectif est de protéger le jeune homme en le faisant déménager vers Grenoble. Pour cela, l'abbé insiste sur le caractère aimable de l'adolescent et l'amitié que lui-même porte au père de Claude : René Hurstel. Les deux hommes se sont rencontrés à l'armée, dans les années 1930.

Grâce aux démarches de l'abbé Pierre Azéma, Claude est caché d'abord dans le Grenoblois puis en Savoie, sous le nom de Claude Héliot. Il participe à la libération d'Annecy comme FFI (Forces françaises de l'Intérieur), rentre sur Toulouse, où il espère encore voir ses parents rentrer de déportation. Il reprend sa vie en commençant par le baccalauréat, mais seul, car ses parents ne reviendront pas.



© Collection privée



© Collection privée

## Jeanne Verdier

Jeanne Lafforgue naît à Paris, dans une famille plutôt modeste : son père est menuisier et sa mère lingère. Elle devient institutrice et au début des années 1920 elle est envoyée à Saint-Orens du Gers, un village de 80 habitants. Par l'intermédiaire d'un riche ami propriétaire, elle rencontre François Verdier (que l'on voit sur cette photographie) et l'épouse en 1932. L'année suivante naît leur fille Françoise dite Mounette. En 1934, elle est nommée directrice de l'école de Pinsaguel.

Pendant la guerre, elle n'enseigne plus mais elle participe activement à la Résistance. Elle fait partie du réseau Gallia pour lequel elle collecte et transmet des renseignements et opère en lien avec d'autres grands noms de la Résistance comme Maurice Dide (médecin). En décembre 1943, François est arrêté par la Gestapo, Jeanne quelques jours après. Leur fille Françoise est cachée chez des amis et protégée par les sœurs enseignantes de Sainte-Marie-des-Champs qui effacent son nom du registre. Jeanne est interrogée, incarcérée à la prison Saint-Michel puis déportée par le convoi du



© MDR&D - Don Verdier

31 janvier 1944. Elle arrive à Ravensbrück avec d'autres résistantes toulousaines et devient le matricule 27 983. Elle survit pendant quinze mois jusqu'à sa libération en avril 1945. À son retour à Toulouse, elle apprend la mort de son époux, mais retrouve sa fille saine et sauve. Quelques jours plus tard, elle est élue maire de Saint-Orens du Gers, car pendant sa déportation les habitants l'ont inscrite sur les listes électorales.

Les cartes de déporté résistant (ou interné résistant selon le parcours) s'obtiennent auprès du ministère des Anciens Combattants après des démarches administratives. Il est notamment demandé des attestations sur l'honneur d'autres résistants pour prouver qu'effectivement on l'a été soi-même. Ces cartes permettent de toucher certaines aides financières, mais elles fournissent surtout une reconnaissance officielle de l'engagement et des souffrances endurées. Toutefois, tous les résistants n'entreprennent pas ces démarches.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. N° 2007.04176

**CARTE DE DÉPORTÉ RÉSISTANT**  
 DÉLIVRÉE PAR LE MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE.

TITULAIRE : **VERDIER** Jeanne

Né le : 24 Mars 1893 Paris XII<sup>ème</sup>

Domicile : 34 rue Docteur Jean Orland - Toulouse - 31<sup>ème</sup> arr.

Interné du 18 décembre 1943 au 31 janvier 1944

Déporté du 1<sup>er</sup> Janvier 1944 au 10 avril 1945

Carte établie le : 29 Mai 1951

LE DIRECTEUR DU CENTENAIRES DE L'ÉTAT-CIVIL DES RECHERCHES P.O. LE CHEF DU BUREAU DES DÉPORTÉS

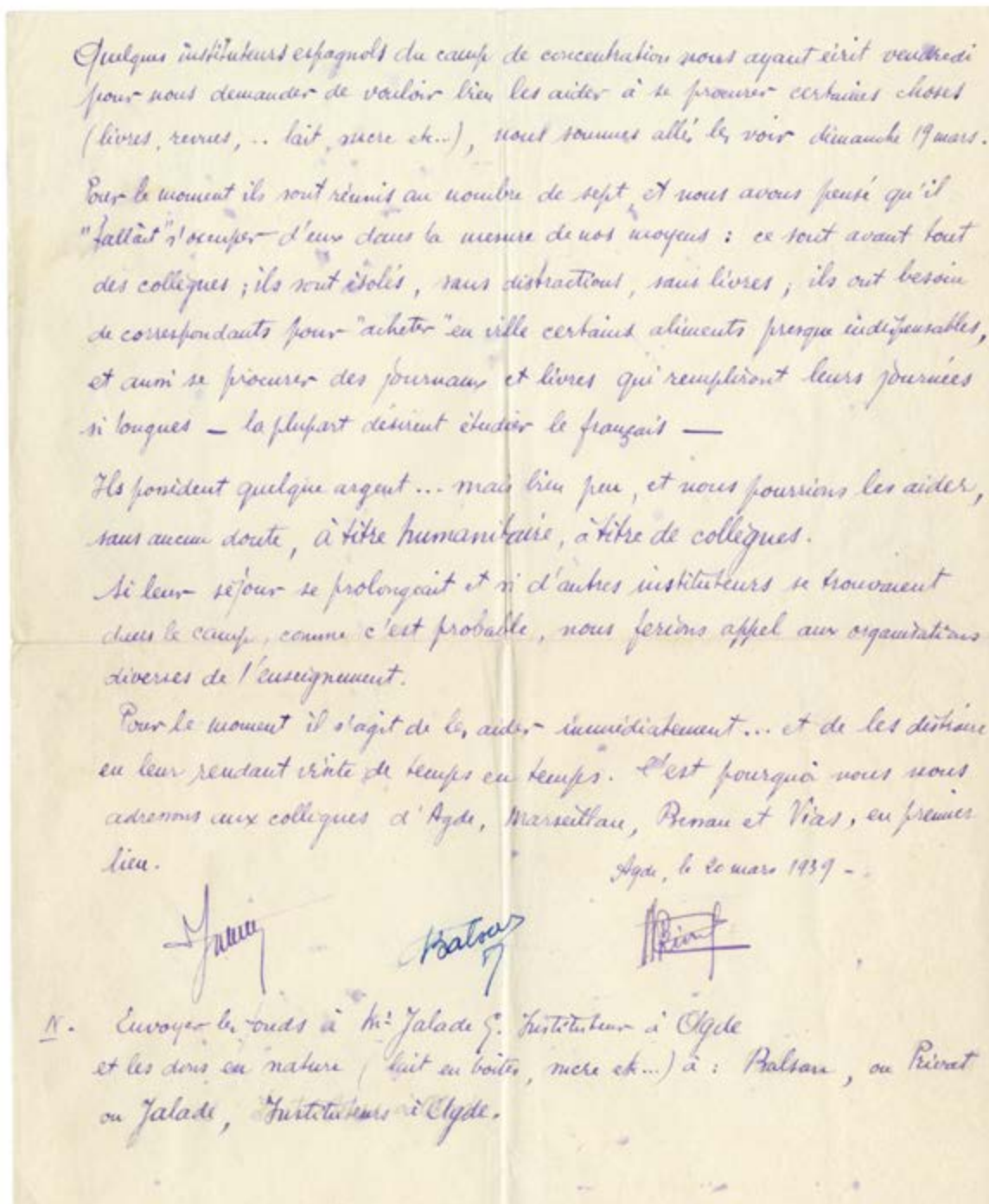
*Verdier*

© MDR&D - Don Verdier

La solidarité des enseignants à travers les frontières

En 1936, la guerre civile qui démarre en Espagne entraîne un afflux de réfugiés espagnols en France. Le pic est atteint en 1939, lorsque les Espagnols défendant la République sont battus par le général Franco. C'est ce qu'on appelle la *Retirada*. Ces réfugiés sont principalement des *guerilleros* accompagnés de leurs familles. Ils prennent une part particulièrement importante dans les combats de la Résistance contre les Allemands dans le Sud de la France, poursuivant ainsi leur engagement pour le projet républicain contre les fascismes et les régimes dictatoriaux.

Pour faire face à cet afflux migratoire, des camps sont construits en France pour les internier, les répertorier et les contrôler. Les conditions de vie y sont très mauvaises. L'un de ces camps se situe à Agde, ville où **Georges Jalade** exerce son métier d'instituteur. Face à cette situation, il s'engage bénévolement pour aider des Espagnols enseignants, des confrères.



© MDR&D - Don Jalade



## Organiser l'instruction

Deux mois après le document précédent, l'aide se structure. Des vêtements, des objets ont été récupérés et distribués pour améliorer la vie des réfugiés espagnols. Puis, c'est au tour de cours de français de se mettre en place.

**Georges Jalade** œuvre tout au long de l'année 1939 au sein du Comité d'aide aux instituteurs et professeurs espagnols réfugiés au camp d'Agde. Cet engagement humanitaire témoigne d'un attachement à des valeurs

de solidarité qu'il ne va cesser de défendre. En effet, dès 1940, il organise des groupes de résistance autour d'Agde. En 1943, il fonde une branche rattachée au mouvement de résistance **Combat**, échappe à la Gestapo qui le recherche et se réfugie un temps dans le Tarn avant de reprendre une activité au sein des **Francs-Tireurs et Partisans**. À la Libération, il intègre le Comité local de Libération à Agde.

Pour l'étude du Français

Pour faciliter le travail des Professeurs et élèves et pour en tirer un bon profit on a décidé de faire la classification des élèves en trois groupements.

1<sup>er</sup> Elèves qui n'ont presque pas de connaissances du français.

2<sup>es</sup> Elèves qui, quoiqu'ils ne connaissent que quelques règles grammaticales et même ils parlent le français font beaucoup d'erreurs à l'écriture.

3<sup>es</sup> Elèves qui en possédant une pleine connaissance de la Grammaire et la langue Française sa prononciation ce n'est pas parfaite et pour ce motif qu'and ils entendent parler bien le Français il ne comprennent pas.

En premier groupement fera de professeur un espagnol élève du 3<sup>es</sup> groupement.

Le 2<sup>es</sup> et 3<sup>es</sup> groupement, les camarades français.

L'agroupement n°1 va se

régir pour la Grammaire Élémentaire - Moyenne.

Pour le 2<sup>es</sup> groupement:

a) lecture { prononciation.  
application des règles grammat.  
traduction.

b) écriture { dictée  
redaction

c) conversation { thèmes divers  
interrogations  
commentaires.

Le 3<sup>es</sup> groupement se pourrait occuper en:

a) Révision des règles grammat.  
b) Exercices de lecture  
c) " d'écriture et dictée  
d) " de redaction  
e) " de conversation.  
f) Avec des textes littéraires étudier les locutions et constructions caractéristiques de la langue.

Camp 3<sup>es</sup>, le 26 mai 1939.

2012 A. 494

## Lucien Vieillard se souvient :

Élève au lycée de garçons, il passe son baccalauréat au début de la guerre. Il entre ensuite à la faculté de droit où il intègre une association qui, sans qu'il le sache, est pro-vichyste.

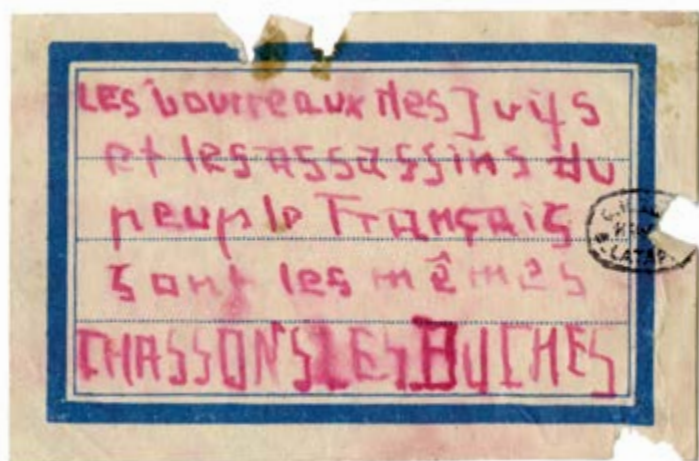
« Nous faisons partie d'une association [...] qui essayait de ramener les étudiants dans le giron de Vichy, et comme il n'y avait rien d'autre [de disponible], cette association avait ses locaux au dernier étage du Grand Hôtel rue de Metz. Il y avait un piano, une table de ping-pong, c'est ça qui nous intéressait. Mais [...] j'étais

imprudent parce que je parlais trop. La preuve c'est qu'un garçon m'a dit : *Tu sais, dans l'association ils tiennent des fiches. Je suis allé au secrétariat entre midi et deux heures, je ne savais pas quoi faire, j'ai regardé et toi tu as une fiche, tu es noté comme un gaulliste notoire. Alors j'étais tout de suite inquiet parce que ça pouvait m'attirer de graves ennuis. Il m'a dit Ne t'inquiète pas, j'ai détruit la fiche. D'ailleurs je n'ai pas été inquiet parce que cette association [...] a été dissoute, elle n'a pas vécu longtemps. »*

## Des tracts improvisés :

Avec la guerre arrivent les pénuries : il n'y a plus assez de papier. Les cahiers, au même titre que la nourriture ou les vêtements, sont rationnés. Tout support est bon pour diffuser ses idées, mêmes les étiquettes d'écolier qui sont détournées de leur usage d'origine.

Nous ne savons pas qui est l'auteur de ce message. Toutefois, on remarque qu'il réunit en un même combat la lutte contre l'antisémitisme et celle pour la liberté de la France. L'ennemi est clairement identifié : il s'agit de l'Allemand, désigné ici par une appellation péjorative. Si le mot *boche* apparaît dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ce sont les deux conflits mondiaux qui popularisent son emploi et le font basculer dans l'insulte.



## Les souvenirs d'Yvette Gayraud

Après-guerre, le proviseur du lycée de garçons **Joseph Pinard** est accusé de collaboration. Il lui est notamment reproché d'avoir organisé la visite de l'exposition antibolchévique pour ses élèves. Pour le défendre, sa fille Denise rassemble des témoignages de lycéennes toulousaines afin de montrer que les deux lycées (celui de garçons à Fermat et celui de jeunes filles à Saint-Sernin) y sont allés. Cela implique, selon la famille Pinard, que la décision de faire visiter cette exposition n'est pas du ressort du chef d'établissement mais serait venue de plus haut, ce qui permet également de diluer les responsabilités.

Yvette Gayraud relate ainsi ses souvenirs concernant la visite de cette exposition de propagande à charge contre le communisme. On y aperçoit une petite conflictualité entre élèves internes et externes, des adolescentes qui refusent de suivre l'obligation de visite et qui même se cachent à l'intérieur du lycée pour y échapper. L'évènement se situe fin mai 1944 : il y a un parfum de vacances et l'ambiance est à la désobéissance. Même le corps enseignant ne rabroue que mollement les intéressées. De plus, le sujet de l'exposition ne semble ni passionner ni concerner Yvette Gayraud.

PARIS, le 15 octobre 1945.

Yvette GAYRAUD, 60 rue N.D. des Champs, Paris (6<sup>e</sup>),  
à Mademoiselle Denise PINARD, 37 rue Belle Gaillé, NANCY;

Ma chère Denise,

La lettre, après avoir fait le tour de l'Alsace, est venue me trouver à Paris, où je poursuis mes études à l'École Normale Supérieure de l'Enseignement Technique.

Je me souviens en effet des bêtises causées par cette fameuse exposition antibolchévique. C'était quelque dix jours avant le débarquement. Il restait très peu d'intermes de notre classe. Je me souviens en particulier de la présence d'Andrée Marescot, d'Yvette Jaubert, de Geneviève Marraon, de Paulette Fajol. Comme les externes avaient des facilités pour se faire dispenser de la visite, nous sentions que les internes allaient - comme toutes les fois qu'il y avait des corvées à accomplir - être tenues d'y assister. Nous décidâmes de ne pas nous laisser enrégimenter. À l'heure où le rang d'élèves se formait, nous disparûmes dans les armoires du dortoir et au grelot. Comme la délégation d'élèves était fort réduite, on nous envoya chercher. Les répétitrices nous cherchèrent dans toute la maison - très mollement d'ailleurs. Nous ne sortîmes de nos cachettes qu'après nous être assurées de l'éloignement du rang. Je me rappelle que nous avons trouvé en classe Madame Laffrenque, professeur de français, et que le cours qui devait être supprimé à cause de la visite eut lieu normalement.

Vers deux heures de l'après-midi, je rencontrai inopinément Madame la Directrice. Je crois bien avoir été avec toi. Elle se crut obligée de faire des remontrances en disant à peu près ce qu'il y avait de venant des autorités supérieures, qu'elle s'y conformait, que nous, en tant que futures fonctionnaires, nous devions apprendre à obéir, que c'était très mal d'avoir agi ainsi, qu'elle blâmait notre attitude, de répéter cela à nos compagnes. Mais ce fut tout. Il n'y eut aucune sanction et l'affaire fut liquidée. Plusieurs jours après, le débarquement eut lieu et nous quittâmes toutes le lycée.

Voilà tout ce dont je me souviens. Il se peut que j'oublie des détails, mais fort peu, car avec mon amie Yvette Jaubert nous avons réfléchi profondément à ce petit fait de notre vie toulousaine.

J'espère que cela peut te rendre service. Je t'embrasse affectueusement.

Yvette.

Yvette GAYRAUD, née le 5 avril 1923  
à Wolheim (Bas-Rhin),  
habitait actuellement  
60, rue N.D. des Champs, Paris (6<sup>e</sup>).

## Robert Laffargue

Il passe ses premières années dans le Nord-Est de la France, puis emménage avec sa famille en 1936 à Toulouse, afin de se rapprocher du sanatorium qui soigne son père. Robert entre alors au lycée de garçons (Fermat) en 6<sup>e</sup>. Élève indiscipliné, il est régulièrement collé et se venge en traitant ses professeurs de « crinière à poux » dans ses poèmes. Très attiré par les beaux-arts, il dessine et collectionne les ouvrages d'art sur Cézanne, Monet... À l'arrivée des Allemands à Toulouse, Robert caricature même les soldats sur des dessins que sa mère découvre et déchire : il est dangereux de se moquer de l'occupant.

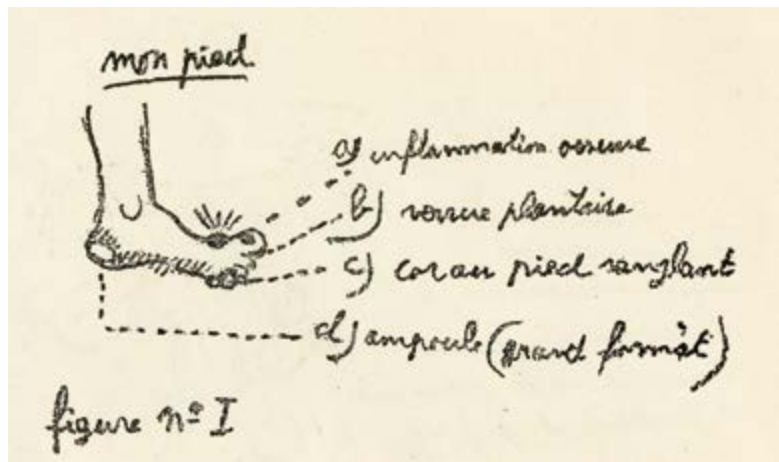
En 1941, sa mère tente de le faire entrer chez les scouts, mais il refuse et préfère se joindre aux Compagnons de France. C'est un groupement de jeunesse qui prône un esprit patriotique, la **Révolution nationale**, la fidélité au maréchal Pétain mais refuse la collaboration avec les Allemands. Il porte un uniforme, effectue des travaux de solidarité, va à Vichy rencontrer le maréchal au cours d'une grande manifestation. Néanmoins, c'est par l'intermédiaire des Compagnons de France et des jeunes hommes qu'il y rencontre qu'il rentre finalement en résistance. De moins en moins intéressé par les cours, il rate son baccalauréat. Mais en juin 1944, les cours n'ont plus d'importance à ses yeux, et il part au maquis. Le 10 juillet 1944, les soldats allemands l'exécutent. Robert a 18 ans.

Dès 1946, sa mère décide de relater la vie de son fils et publie ce livre *À la mémoire de Robert*. Les passages de narration où elle s'adresse directement à son fils décédé utilisant le « tu » alternent avec des croquis et dessins réalisés par lui. L'extrait 1 dépeint un adolescent qui se satisfait parfaitement d'une école perturbée. L'extrait 2 est un croquis humoristique de Robert sur les tracas quotidiens de la vie au maquis.

Grâce aux fantaisies du nouveau Ministre de l'Éducation, qui bouleversait à tout propos les programmes, et par suite, les emplois du temps, un certain désordre régnait dans le Lycée, mais cela fut loin de l'alarmer ! L'éducation physique prit chaque semaine deux ou trois matinées, très bien ! Les cours n'eurent lieu que l'après-midi . . . parfait, cette innovation ! Tu n'aurais pas à te lever tôt le matin ! Car enfin, bien que n'aimant pas prolonger la grasse matinée, il n'était pas désagréable de déjeuner au lit en feuilletant quelque livre. Les cartes de points pour le papier arrivèrent en retard, tu en pris aisément ton parti . . . il te restait des feuilles volantes pour prendre tes cours . . . tu m'assuras que tu les classerais . . . moi, j'en frémissais, car je connaissais ton incorrigible désordre ! Enfin, certainement cette année encore, il n'y aurait pas d'oral en Philo (arrivait-on seulement à l'examen ?) et le programme

— 41 —

© MDR&D - Fonds Blagnac



© MDR&D - Fonds Blagnac

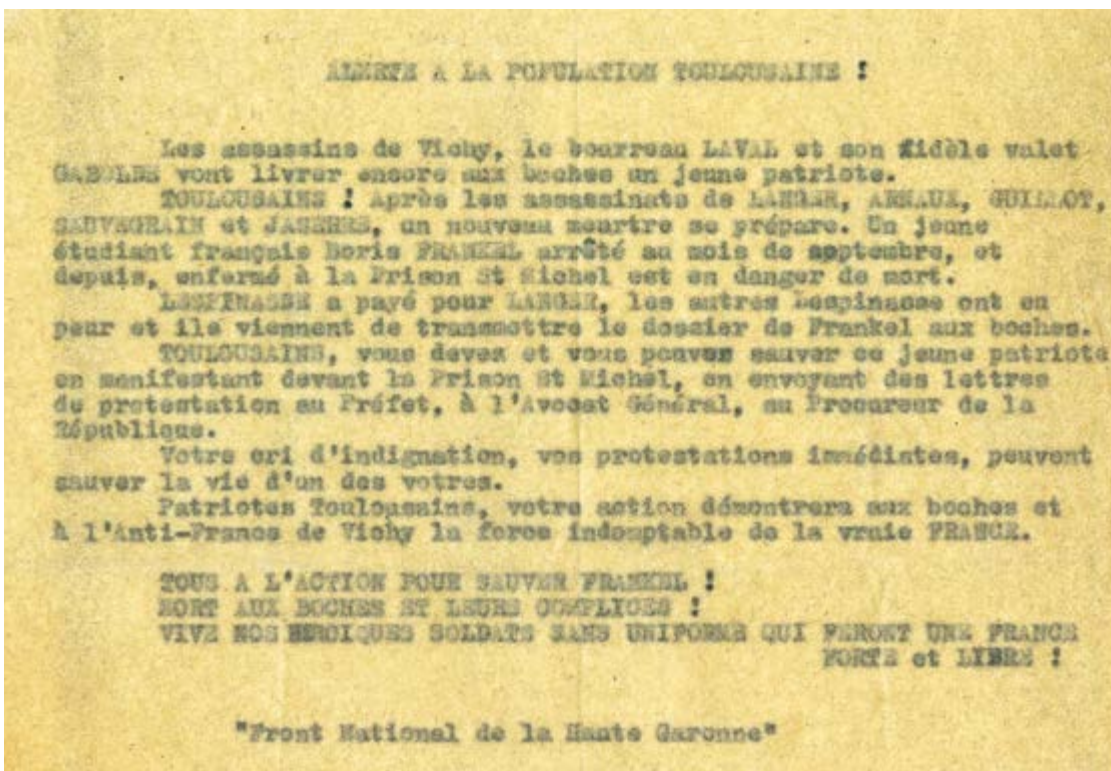


© MDR&D - Fonds Blagnac

## Boris Frenkel

Parisien de confession juive mais peu pratiquant, il part avec sa famille sur les routes de l'**exode** en 1940. Ils s'installent à Auch. Boris obtient son baccalauréat puis s'inscrit à la faculté de médecine de Toulouse à la rentrée 1942. Rapidement, il vit caché chez la famille d'un camarade étudiant car il n'est pas en règle avec le **STO**. Membre des **Éclaireurs de France** il devient résistant au sein de la « Sixième » avant d'intégrer les Jeunesses communistes clandestines, puis la **35<sup>e</sup> brigade FTP-MOI**. Lorsque Marcel Langer est arrêté puis guillotiné par la justice française (le 23 juillet 1943), il se porte volontaire pour le venger en exécutant un soldat allemand rue

Bayard. Un mois plus tard, il est chargé d'abattre un responsable de la Milice toulousaine. L'opération échoue, il est arrêté puis incarcéré à la prison Saint-Michel. Ce tract est émis à ce moment-là. Il s'agit de faire pression sur les juges français et le préfet en mobilisant l'opinion. En effet, le dernier juge français qui a condamné un résistant à mort a lui-même été abattu. C'est pourquoi, dans son procès expéditif de février 1944, Boris Frenkel est (seulement) condamné à de la prison et envoyé à Eysses. Mais là-bas, il est finalement déporté par les Allemands avec d'autres détenus. Déporté à Dachau, il meurt à Gusen en mars 1945.



© MDR&D - Don Lapie

## Article de *Liberté* daté du 25 juin 1945

La guerre ne cesse de perturber la scolarité des élèves. La victoire a lieu le 8 mai, le rapatriement des déportés et travailleurs du **STO** se déroule entre avril et août 1945. En revanche, certains jeunes engagés dans les FFI puis l'armée sont encore mobilisés sur le terrain. Même si les combats ont cessé, des forces militaires françaises occupent l'Allemagne. Par exemple, une bonne partie du Corps Franc Pommiers (groupe de résistants) intègre le 49<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Ce régiment participe aux batailles de reconquête de la France et stationne en Allemagne, à Stuttgart puis Berlin jusqu'en mai 1946.



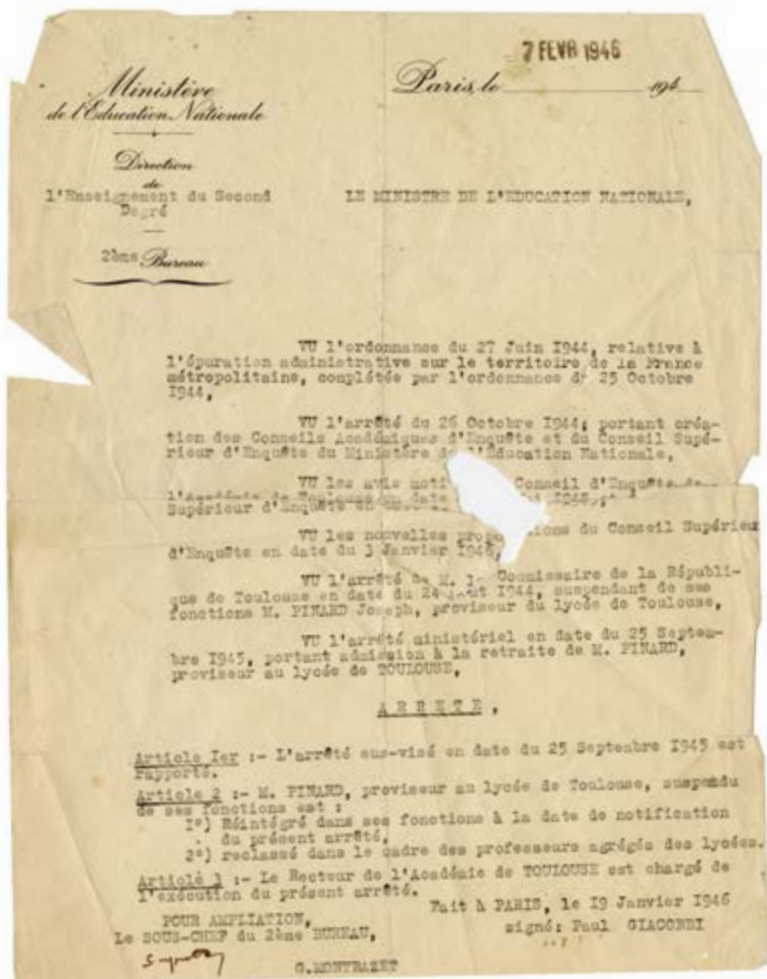
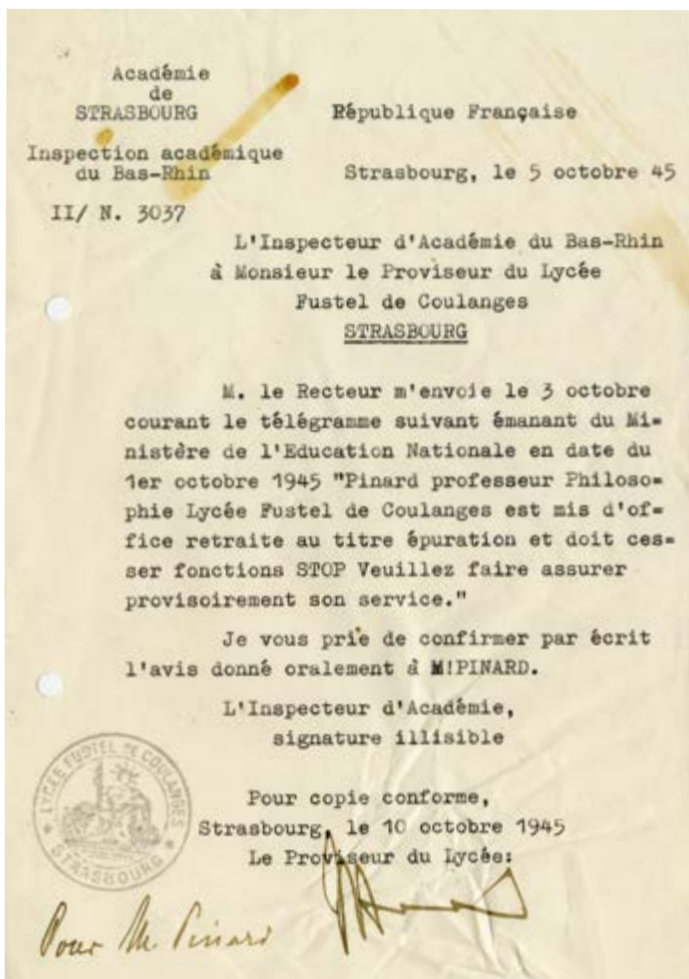
© MDR&D - Fonds Blagnac



## La condamnation de Joseph Pinard et son annulation

À la libération de Toulouse, le proviseur du lycée de garçons est accusé de sympathies trop prononcées (parfois de collaboration) envers l'occupant et les autorités de Vichy. On lui reproche d'avoir accepté des invitations du consul d'Allemagne, de ne pas avoir protégé les lycéens résistants du GIF (Groupe insurrectionnel français), d'avoir exprimé des opinions antibritanniques et de faire révoquer un enseignant gaulliste parti à Londres. Suite à ces accusations, il est interné au camp de Noé en 1945 et mis d'office à la retraite de l'Éducation nationale.

Néanmoins, épaulé par sa fille Denise, il rassemble des témoignages en sa faveur et répond point par point aux accusations. En 1946, une seconde commission se penche sur son cas et révisé le premier jugement. À son tour, l'Éducation nationale annule sa mise à la retraite d'office et lui permet à nouveau d'enseigner, mais plus de diriger d'établissement.



## Un instituteur témoin de procès

**Georges Jalade** est instituteur à Agde. Pendant la guerre, ses activités de résistant le forcent à entrer en clandestinité. En 1948, il est appelé à témoigner dans le procès engagé contre l'intendant de police Pierre Marty. Georges Jalade envoie donc une demande de dispense de cours pour y assister et faire ce qu'il considère comme son devoir.

Pierre Marty est intendant de police à Montpellier entre 1943 et 1944, pendant que Georges Jalade dirige un réseau de résistants dans le département de l'Hérault. Pierre Marty est ensuite muté comme intendant régional de police à Toulouse entre avril et août 1944. Il ordonne à son équipe et à la Milice de lutter aux côtés des Allemands contre la Résistance et les maquis et prépare la déportation d'une centaine de prisonniers du camp de Noé. Avant de partir pour l'Allemagne (aux côtés du maréchal Pétain), Pierre Marty laisse le souvenir d'un homme brutal et dévoué à l'occupant : ses hommes sont appelés « la brigade sanglante ». Son procès se déroule de 1948 à 1949 et se conclut par une condamnation à mort.

Georges Jalade, instituteur, 21 Rue Hamelin, Paris 16  
à Monsieur l'Inspecteur principal, Rue de Longchamp, Paris

En lende  
22.5.48  
Jalade

Monsieur l'Inspecteur,

J'ai l'honneur de vous informer que je n'ai comparu comme témoin par la Cour de Justice de Toulouse dans l'affaire "Marty". La convocation, reçue depuis quinze jours me demandant d'être présent aux débats le 19 mai et jours suivants. Or il y a 56 témoins, tous agents français de la Gestapo dont quelques uns étaient placés dans les réseaux de résistance de la zone de Montpellier. Pensant que les débats dureraient au moins un mois, j'ai demandé au Commissaire du Gouvernement de la circonscription par écrit de ma comparution, ne pouvant abandonner aussi longtemps une classe d'enfants. Mes propositions ont été acceptées. J'appréhends toutefois bien que j'en serai appelé la semaine prochaine et que j'en aurai été fait à partir du lundi 24 mai. Comme j'en suis probablement assuré que la veille par le commissaire du quartier j'en ai tenu à vous informer à l'avance.

Je n'ai rien, de par la loi, à être présent comme témoin mais j'y tiens fermement car en tant que témoin, mes maux, autres, dans un grand souci, alors que j'en suis responsable et que mon rôle (à Paris Montpellier) et que mon fait a été écrit sur des documents, de deux d'être eux,

portant par la Gestapo sans faiblesse.

Mes confessions, Monsieur l'Inspecteur, qui il ne m'est pas possible de me dérober et qu'il est de mon devoir de participer à l'acte de la Justice... pas d'empêcher... les services pour la Justice.

J'en suis fier d'être, Monsieur l'Inspecteur, mes respects salués.

Paris le 20 mai 1948

Jalade

21 MAI 1948

Monsieur l'Inspecteur.

J'assure personnellement le service d'élèves pendant ces heures

L.D.  
Jalade

© MDR&D - Don Jalade

© MDR&D - Don Jalade



© MDR&D - Fonds Blagnac



## L'école aux lendemains de la Libération



© MDR&D - Don Gaillard

*Sylvette Narbéburu (à droite) sortant de l'établissement supérieur de jeunes filles, en 1947*

# ÉLÈVES ET INSTITUTEURS À LA LIBÉRATION

## Daniel Latapie

Pendant la guerre, il est instituteur à Labroquère puis à Cierp-Gaud, deux villages au sud de Montréjeau. Il est hostile aux idées du régime de Vichy et rechigne en plusieurs occasions à afficher le portrait de Pétain. Lorsqu'il emmène ses élèves au terrain de sport, il leur fait chanter, non pas *Maréchal nous voilà*, mais *En passant par la Lorraine*, une chanson qui dénonce la perte de l'Alsace et de la Lorraine en 1871. Si un passant lui reproche cette attitude provocatrice, un autre lui parle un peu plus longuement. C'est la première rencontre entre Daniel Latapie et la Résistance, en la personne d'Henri Condé, un responsable de **l'Armée secrète**.

À partir de ce moment, Daniel Latapie effectue toutes sortes d'opérations : distribution de tracts et de journaux, aide aux passages en Espagne, transport d'armes et de munitions, collecte et transmission de renseignements... Il fait partie de plusieurs organisations résistantes : **Combat**, l'Armée secrète et la Direction générale des services spéciaux.

En 1944, il est chargé de la constitution des Comités locaux de libération (**CDL**), et, comme nous le voyons sur ce document, il est membre du Comité de Libération de Cierp. Les CDL sont mis en place à partir d'avril 1944 par le Comité français de Libération nationale, (le CFLN : l'organisme qui précède le gouvernement provisoire du général de Gaulle, il est basé à Alger). Chaque département de France métropolitaine en possède un. Il est en charge, une fois la libération du territoire effectuée, de l'administrer en attendant l'arrivée d'un pouvoir officiel (un commissaire de la République puis un préfet).

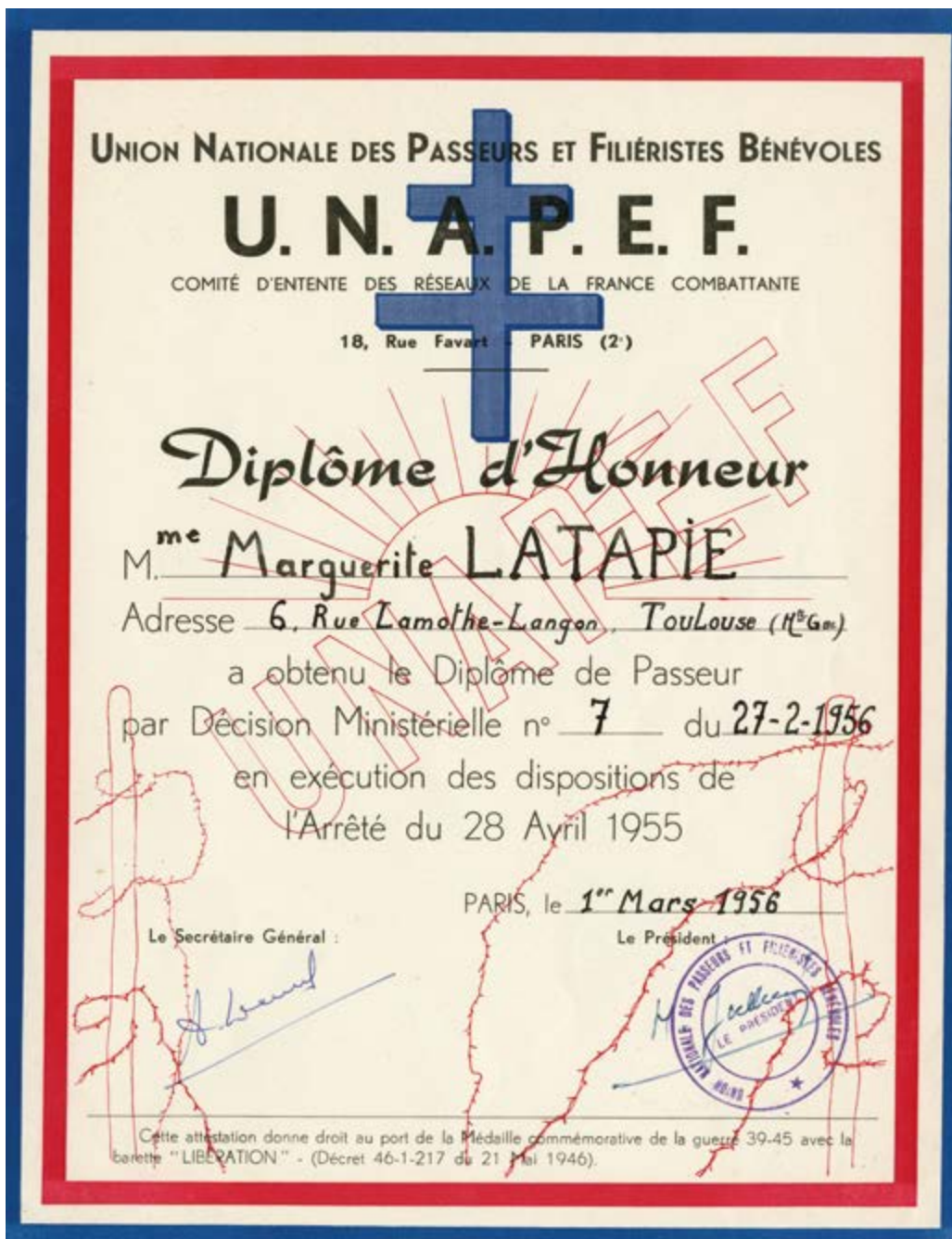
Après la guerre, tout en poursuivant sa carrière d'enseignant, Daniel Latapie reçoit un grand nombre de décorations et collecte des documents de la période. De recherches en compilations, il devient l'un des plus importants historiens de la Seconde Guerre mondiale en Haute-Garonne.



## Marguerite Latapie

Épouse de Daniel Latapie, elle est tout au long de la guerre institutrice dans plusieurs villes et villages du sud du département : Galié, Valentine, Luchon et Marignac. Elle fait partie de ces femmes dont l'engagement résistant a été occulté par celui de leurs maris. Néanmoins, tout comme son époux, Marguerite Latapie est membre de **Combat** et de l'**Armée secrète**. Tout comme lui, elle transporte et distribue des tracts et des journaux résistants. Elle remplace également

son époux dans ses missions de collecte et transmission de renseignements lorsqu'il est repéré. Le document présenté ici atteste de son activité dans l'aide aux passages vers l'Espagne : à plusieurs reprises, elle héberge des personnes recherchées qui quittent la France pour échapper aux Allemands ou au régime de Vichy. L'association qui délivre ces diplômes rassemble les nombreux passeurs qui, comme Marguerite Latapie, ont opéré bénévolement au péril de leur vie.



© MDR&D - Don Latapie



© MDR&D - Don Soucaisse

## Claude Charvet

Né en 1922, Claude est d'abord lycéen à Toulouse pendant la guerre. Il y est notamment élève de **Jean-Pierre Vernant**, professeur de philosophie et résistant important dans **L'Armée secrète**. Il n'est pas dit que l'enseignant amène l'élève vers la Résistance, néanmoins, Claude finit par s'y rallier. Devenu étudiant en géologie, il est en parallèle membre de **Combat**, Pat O'Leary (un réseau qui favorise les évasions vers l'Espagne). Malgré sa jeunesse, il devient le chef adjoint des maquis pour toute la région R4. Ses années de scoutisme l'ont probablement aidé à s'acclimater au maquis. En mai 1944, il est arrêté par les Allemands, questionné, emprisonné puis fusillé le 27 juin 1944 à Castelmaurou, dans le bois de la Reulle.

## Marie Rafalovitch

Marie est une jeune Toulousaine qui n'a pas conscience d'être juive avant la guerre car elle n'a pas été élevée religieusement. Dénoncée, elle est arrêtée puis déportée en juillet 1944. Elle survit au camp de concentration de Ravensbrück et rentre en France en avril 1945. Pour elle, reprendre l'école est extrêmement important, car c'est reprendre le cours de sa vie :

« À Toulouse, on nous donnait des vêtements, on nous donnait à manger. Et puis j'ai passé un examen [médical], mais je ne voulais pas entendre parler de maladie. Je n'étais pas malade, je n'avais rien et personne ne savait ce que j'avais eu. Mais je voulais me reposer, alors on m'a envoyée à Loures-Barousse [un sanatorium] où j'ai rencontré d'autres déportés. [...] J'y suis restée trois semaines. Après, je suis rentrée à Toulouse, je me suis dit *Qu'est-ce que je fais maintenant ?* J'ai eu cet interlude, je n'y pense plus, c'est terminé. Il faut que je reparte de là où j'étais partie. Et c'est ce que j'ai fait : je suis revenue en cours, j'ai tout recommencé normalement. Mais je n'ai jamais fréquenté les déportés, c'était fini pour moi. »



© DR

## L'école selon le Conseil national de la Résistance

En mai 1943, Jean Moulin parvient à unifier les principaux mouvements de résistance en zone sud (**Combat**, Franc-Tireur et Libération-Sud) ainsi que les partis et syndicats qui continuent à exister clandestinement, à l'intérieur d'un organe nommé Conseil national de la Résistance. Des représentants de mouvements résistants, de partis politiques et des syndicalistes s'unissent pour préparer la Libération de la France et penser à l'après-guerre.

En mars 1944, ces représentants s'accordent sur un programme du **CNR**, également intitulé *Les Jours heureux*. Dans sa seconde partie, celui-ci présente les différentes réformes politiques, sociales et économiques à mettre en place. Certaines ont encore cours aujourd'hui comme la Sécurité sociale. En ce qui concerne l'éducation, le CNR prône un accès à l'école pour tous sans que la richesse ou la pauvreté des parents n'influe sur le parcours scolaire de l'enfant. Pendant la guerre, la scolarité est obligatoire jusqu'à 14 ans, le bloc secondaire est souvent payant. Tous les élèves ne peuvent pas passer le baccalauréat. De fait, il existe une réelle séparation dans la scolarité entre familles aisées et familles modestes. Le CNR veut plus d'égalité, mais il ne précise pas encore comment il compte y parvenir.

### LES JOURS HEUREUX

PAR

LE

**C. N. R.**

© MDR&D - Fonds rétrospectif

vivres et d'installations industrielles, les rafles organisées contre les réfractaires et les ouvriers en grève et défendre la vie et la liberté de tous les Français contre la barbare oppression de l'occupant provisoire.

Ainsi, par l'application des décisions du présent programme d'action commune se fera, dans l'action, l'union de tous les patriotes sans distinction d'opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Ainsi se constituera dans la lutte : une armée expérimentée, rompue au combat, dirigée par des cadres éprouvés devant le danger, une armée capable de jouer son rôle lorsque les conditions de l'insurrection nationale seront réalisées, armée qui élargira progressivement ses objectifs, ses effectifs et son armement.

Ainsi, par l'effort et les sacrifices de tous sera avancée l'heure de la libération du territoire national, ainsi la vie de milliers de Français pourra être sauvée et d'immenses richesses pourront être préservées.

Ainsi, dans le combat se forgera une France plus pure et plus forte, capable d'entreprendre, au lendemain de la libération, la plus grande œuvre de reconstruction et de rénovation de la Patrie.

## 2 - MESURES A APPLIQUER POUR LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE

Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques, groupés au sein du C.N.R., proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération :

1° Afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle ;

2° Afin de veiller au châtiement des traîtres et à l'éviction dans le domaine de l'administration et de la vie professionnelle de tous ceux qui auront pactisé avec l'ennemi ou qui se seront associés activement à la politique des gouvernements de collaboration ;

3° Afin d'exiger la confiscation des biens des traîtres et des trafiquants du marché noir, l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéfices de guerre et plus généralement sur les gains réalisés au détriment du peuple et de la nation pendant la période d'occupation, ainsi que la confiscation de tous les biens ennemis y compris les participations acquises depuis l'armistice par les gouvernements de l'axe et leurs ressortissants, dans les entreprises françaises et coloniales de tout ordre, avec constitution de ces participations en patrimoine national inaliénable ;

— La sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;

— L'élevation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique de prix agricoles rémunérateurs améliorant et généralisant l'expérience de l'Office du blé, par une législation sociale accordant aux salariés agricoles les mêmes droits qu'aux salariés de l'industrie, par un système d'assurance contre les calamités agricoles, par l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage, par des facilités d'accès à la propriété pour les jeunes familles paysannes et par la réalisation d'un plan d'équipement rural ;

— Une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;

— Le dédommagement des sinistrés et des allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste ;

— Une extension des droits politiques, sociaux, économiques des populations indigènes et coloniales ;

— La possibilité effective, pour les enfants français, de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance, mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.

Ainsi sera fondé une République nouvelle qui balayera le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avait fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation. Ainsi sera rendue possible une démocratie qui unisse au contrôle effectif exercé par les élus du peuple, la continuité de l'action gouvernementale.

L'union des représentants de la Résistance pour l'action dans le présent et dans l'avenir, dans l'intérêt supérieur de la patrie, doit être, pour tous les Français, un gage de confiance et un stimulant. Elle doit les inciter à éliminer tout esprit de particularisme, tout ferment de division qui pourrait freiner leur action et ne servir que l'ennemi.

En avant, donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du C.F.L.N. et de son président le général de Gaulle ! En avant pour le combat ! En avant pour la victoire afin que vive la France !

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE,  
comprenant :

— Le Mouvement de Libération Nationale (Combat, Franc-Tireur, Libération, France au Combat, Défense de la France, Lorraine, Résistance) ;

© MDR&D - Fonds rétrospectif

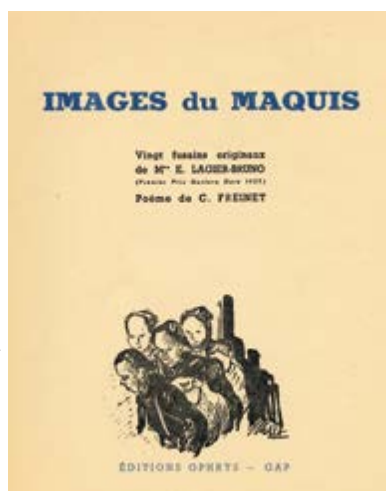


## Un parcours insolite : les époux Freinet

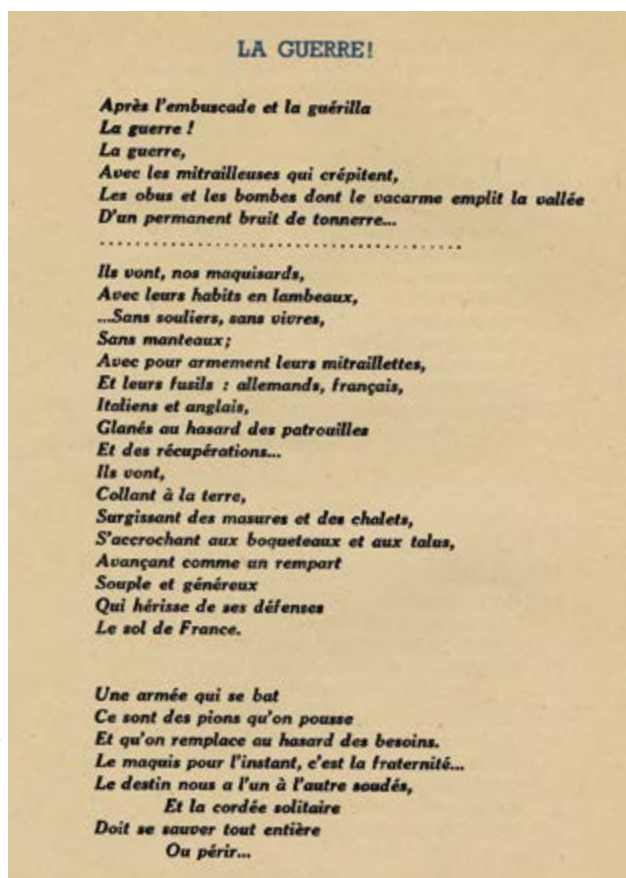
**Célestin Freinet** est instituteur dans les Alpes-Maritimes. Marqué par la Première Guerre mondiale, il souhaite éduquer autrement pour éviter un nouveau conflit traumatisant. Tout au long des années 1920, il échange avec d'autres pédagogues européens et teste des techniques pédagogiques alternatives dans ses classes. Il épouse Élise Lagier-Bruno, institutrice et artiste. Ensemble, ils développent ces méthodes. En 1935, hors de l'Éducation nationale, Célestin et Elise ouvrent une école privée où ils peuvent librement mettre en pratique leur pédagogie : coopération dans l'apprentissage, expression et communication libre, tâtonnement expérimental (formuler une hypothèse, la tester, recommencer).

Pendant la guerre, Célestin est arrêté car communiste et emprisonné dans plusieurs camps d'internement successifs (dans l'Ardèche, le Var puis le Tarn). Élise prend en charge l'école jusqu'à ce qu'elle soit fermée par décision des autorités. Célestin est libéré en 1941 pour être assigné à résidence surveillée. En 1943, les époux Freinet entrent en clandestinité et rejoignent le maquis de Béassac. Cette expérience est évoquée dans ce livre publié dès 1945. Célestin écrit les poèmes, Élise réalise les fusains.

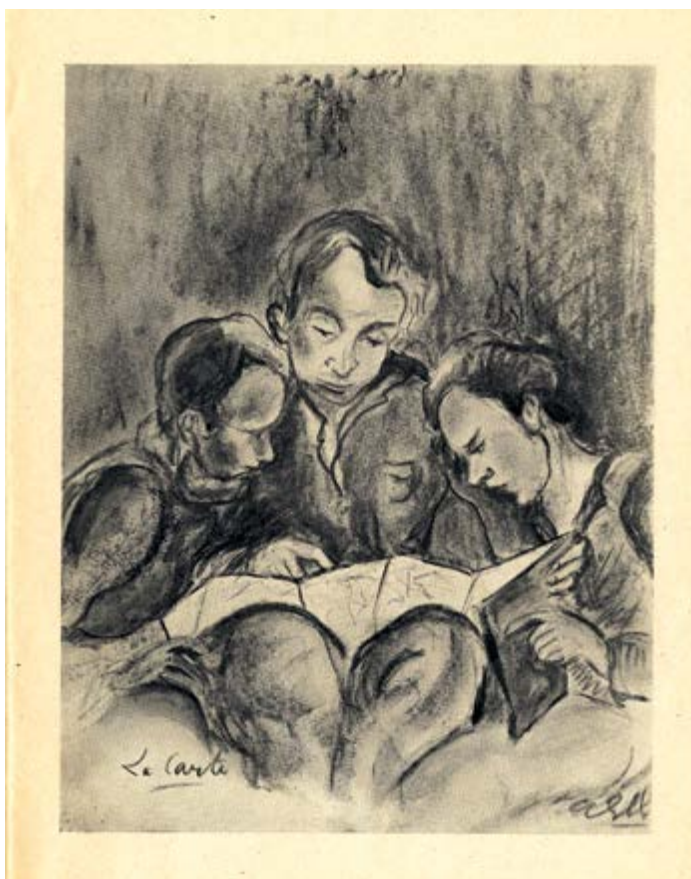
Après-guerre, Célestin œuvre au sein du **Comité départemental de la Libération** à Gap. Il rouvre une école et relance son mouvement. Aujourd'hui encore, ses techniques pédagogiques sont utilisées et son travail reconnu à l'international.



© MDR&D - Fonds rétrospectif



© MDR&D - Fonds rétrospectif



## Le Bulletin Municipal de Toulouse : Raymond Badiou

Ce numéro spécial consacré à la libération de la ville paraît en octobre 1944. Il montre des clichés de la ville libérée, des défilés de maquisards et de **FFI** victorieux, et présente plusieurs figures résistantes locales. Les socialistes comme Raymond Badiou sont particulièrement mis en avant.

Né dans l'Allier, il est professeur de lycée dès la fin des années 1920. Il enseigne notamment à Rabat et Casablanca. Il est nommé à Toulouse en 1941. Là, il est membre du parti socialiste clandestin et du mouvement de résistance **Libérer et Fédérer**, comme les époux **Fonvieille**. À la libération, il est nommé maire provisoire de Toulouse à la place de **Raymond Naves** qui a été arrêté. Les Toulousains ne le connaissent pas, mais ils découvrent une personnalité qu'ils élisent maire de 1945 à 1958, et député de la Haute-Garonne en 1946.



© MDR&D - Fonds rétrospectif

## L'Esprit de la Résistance



par Raymond BADIOU,  
Maire de Toulouse.

La journée du 21 août 1944 a apporté aux Résistants la récompense qu'ils attendaient pour leurs efforts et leurs sacrifices. « L'esprit de la Résistance » a eu, ce jour-là, son triomphe.

En quoi consistait-il ? Et quelle flamme commune animait ces hommes et ces femmes, de milieux divers, qui, depuis de longs mois, risquaient leur liberté et leur vie dans un combat obscur ?

En apparence, les mobiles qui les animaient étaient très différents.

Tel jeune, disciple de Maurras, avait abandonné son maître pour retrouver dans la doctrine même de celui-ci des raisons de combattre l'Allemand, considéré comme l'ennemi éternel.

Telle femme, israélite de naissance, mais dès longtemps assimilée (voire mariée à un catholique ou à un croyant), avait senti se réveiller en elle une sorte de nationalisme juif qui la jetait dans la bataille contre Hitler et Goebbels.

Enfin, tel militant ouvrier poursuivait, dans le combat patriotique, la lutte depuis longtemps engagée contre les forces de réaction sociale.

Il semblait donc que les rangs de la Résistance étaient très hétérogènes, et que, seule, la lutte en commun maintenait une unité factice. Et, en fait, les divergences politiques n'ont pas manqué, après la Libération, de se manifester.

© MDR&D - Fonds rétrospectif



## Hommage à Jean Chaubet instituteur, mort pour la France

Les membres du conseil d'administration du Cercle laïque du Groupe scolaire « Docteur Bach », réunis le 14 septembre 1944 à la Maison du Cercle, ont été douloureusement émus d'apprendre la mort héroïque survenue le 13 juin à Saint-Lys, de M. Chaubet, instituteur tué par la barbarie allemande.

Tiennent à rendre hommage au maître d'école qui honora pendant plus de dix années l'enseignement primaire du Groupe scolaire de Bonhoure et fut l'un des artisans les plus actifs de la création de la Maison du Cercle, des Cantines scolaires et de la préparation militaire.

Pendant la même période il détint le poste de trésorier général de notre œuvre, qu'il assumait avec intelligence et fermeté.

Son nom restera gravé dans nos cœurs, mais nous voulons que ce républicain sans tâche, ce maître incontesté, reste un exemple pour les habitants de ce faubourg, et pour les générations futures.

Afin de perpétuer sa mémoire, les membres du conseil d'administration décident que le Cercle laïque « Docteur Bach », s'appellera désormais « Cercle Laïque Jean-Chaubet, instituteur, mort pour la France ».

## Article de *Liberté* du 17 septembre 1944

**Jean Chaubet** est un Haut-Garonnais instituteur, lui-même fils d'instituteur. Il est socialiste, adhérent au **SNI** et franc-maçon, ce qui entraîne sa révocation de l'Éducation nationale par le régime de Vichy. Il entre en résistance dès 1940, devient membre de plusieurs réseaux et mouvements de résistance dans lesquels il occupe de hautes fonctions et côtoie plusieurs grandes figures de la Résistance. Il est le chef du maquis de Saint-Lys lorsque celui-ci est attaqué par les Allemands de la division *Das Reich* en juin 1944. Jean Chaubet est tué dans les combats.

Quatre mois plus tard, cet extrait du journal toulousain annonce que l'association du *Cercle laïque du Docteur Bach* se renomme *Cercle laïque Jean Chaubet*. On voit donc que le processus de commémoration se met en place très rapidement après la fin du conflit. Cette association existe aujourd'hui encore.

## Un hommage national aux instituteurs

Le Syndicat national des instituteurs, qui est interdit sous le régime de Vichy, continue d'exister clandestinement pendant la guerre. À la Libération, il réapparaît officiellement. En 1946, il publie un livre intitulé *Nos morts héros et martyrs* qui recense les instituteurs et institutrices qui sont morts pendant la guerre. La page extraite ici est celle de l'exemplaire d'**Adrienne Fonvielle** : on remarque les mentions de son époux **Maurice Fonvielle** ainsi que de **Jean Chaubet**. On voit qu'elle a complété à la main la liste dressée par le SNI. Elle a reçu ce livre en novembre 1946, lors de la cérémonie organisée à la mémoire des instituteurs de Haute-Garonne. La commémoration de l'engagement des enseignants peut ainsi prendre plusieurs formes.

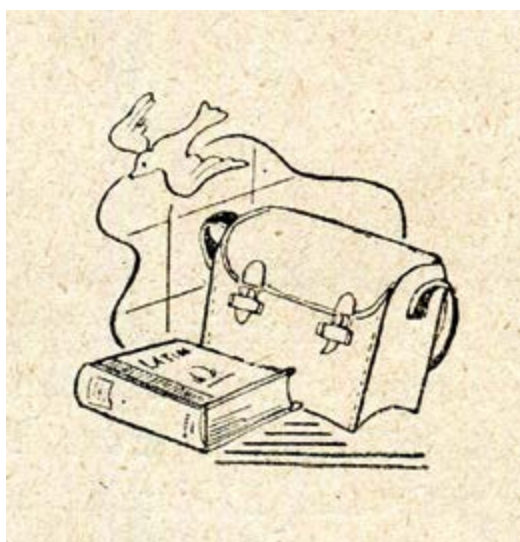
GARD			
DUPORT,	tué au front	MAZOYER Albert,	
GUIRAUD Marceau,	mort au S.T.O.	NOUVEL Louis,	tué en combat aérien
LAUDIC,	tué en combat	NOUVEL Gustave,	fusillé
MARTIN Raymond,	tué le 18 juin 1940	SOUCHON Maurice,	tué accidentellement
MASSIP André,	tué en captivité	ROUX Marceau,	tué accidentellement
HAUTE-GARONNE			
ANDRIEUX Laurent,	tué en juin 1940	DUBOIS Amédée,	mort en novembre 1939
AZEMA Germain,	mort en octobre 1940	FONVIELLE Maurice,	mort le 1 <sup>er</sup> mai 1945
BENAZET Robert,	mort en captivité en février 1945	SENTENAC Jean,	mort en déportation en mai 1945
BORDES Eloi,	tué en juin 1940	VINSONNEAU Odilon,	tué en juin 1940
CHAUBET Jean,	tué le 12 juin 1944	VIVIES Aimé,	tué le 5 février 1945
CROS Sylvain,	tué en juin 1940	YRLE Lucien	mort en déportation
		CARRIE (Normandin)	tué en 1944
GERS			
CASSE,	tué en août 1944	GRAMMONT,	tué en juillet 1944
CAZES,	déporté non rentré	LACOUBERIE Bernard,	mort au S.T.O.
DUGARCIN,	mort en octobre 1941	RICAUD,	mort en décembre 1943

# Conclusion

Face à la défaite des combats de 1940, les Français sont sous le choc. Le maréchal Pétain obtient les pleins pouvoirs et a les mains libres pour modeler le pays comme il l'entend. Il souhaite un ordre politique autoritaire et dictatorial, et remodeler l'esprit des Français à travers le programme de la Révolution nationale. La République est accusée par les collaborateurs de tous les maux. La réforme de l'instruction publique et les programmes à destination de la jeunesse revêtent alors une importance majeure. Le nouveau régime change la manière de former les enseignants, tente d'épurer le corps des instituteurs et des professeurs, modifie radicalement le contenu des programmes, souhaitant rompre très rapidement avec la tradition républicaine et les projets du Front populaire.

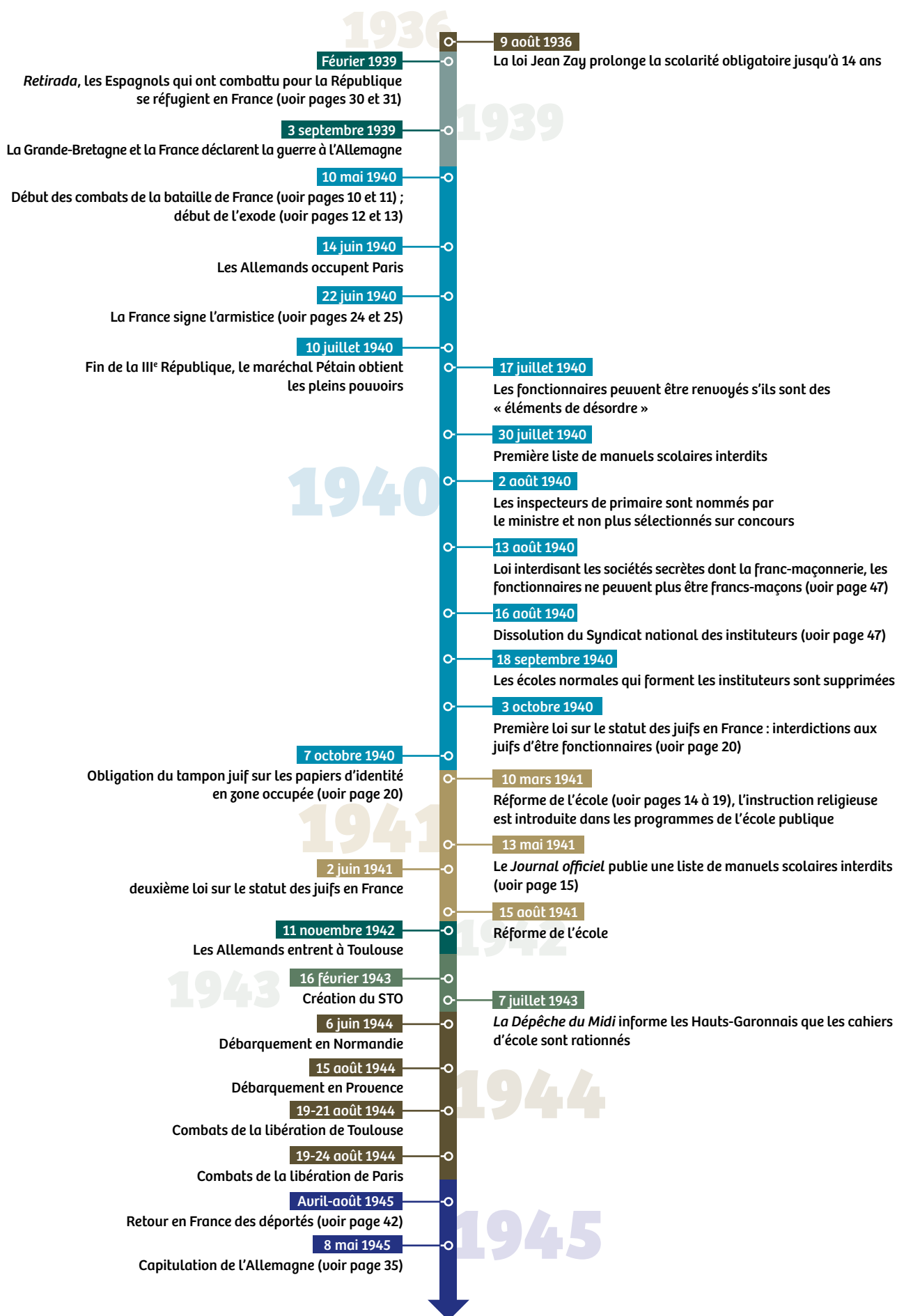
Les enseignants sont visés par un certain nombre de lois répressives. Certains font avec, car un fonctionnaire doit obéissance au pouvoir public pour lequel il travaille. D'autres refusent, par de petits gestes (masquer le portrait du maréchal dans la classe) ou entrent même en résistance. En Haute-Garonne, on retrouve des enseignants dans tous les mouvements et réseaux de résistance, dans des actions de renseignement, de propagande (diffuser des idées), d'hébergement et de sauvetage (cacher des personnes recherchées) ou même des actions armées. Les lycéens et étudiants ne sont pas en reste et leur jeune âge ne les empêche pas d'être condamnés, fusillés ou déportés.

En quatre ans, les idées de la **Révolution nationale** ne prennent pas, et l'école ne forme pas les jeunes Français dont le maréchal rêve. De plus, les réformes du système scolaire engagées par la Révolution nationale amorcent, bien malgré elles, l'école unique que l'on connaît aujourd'hui, mais qui devient à la Libération un projet de société égalitaire, visant à former des citoyens conscients et responsables, conformément aux aspirations de la Résistance.



© MDR&D - Fonds Blagnac

# RESSOURCES : Chronologie



# RESSOURCES :

## Le système scolaire entre 1938 et 1944

<b>18 à 19 ans</b>				Examens pour les universités
				Année supérieure
<b>17 à 18 ans</b>			Examens pour certaines universités	Baccalauréat 2 <sup>e</sup> partie
			3 <sup>e</sup> année	Philosophie ou Mathématiques
<b>16 à 17 ans</b>			2 <sup>e</sup> année	Baccalauréat 1 <sup>re</sup> partie
				1 <sup>re</sup>
<b>15 à 16 ans</b>			1 <sup>re</sup> année	2 <sup>e</sup>
<b>14 à 15 ans</b>	Diplôme	Année préparatoire	Certificat d'études de 1 <sup>er</sup> cycle	Certificat d'études de 1 <sup>er</sup> cycle
	1 <sup>re</sup> année			
	Cours complémentaire	Établissement primaire supérieur	3 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>

<b>13 à 14 ans</b>	Certificat d'études primaires	4 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>
	Classe de fin d'études		
<b>12 à 13 ans</b>	Cours supérieur 2 <sup>e</sup> année	5 <sup>e</sup>	5 <sup>e</sup>
<b>11 à 12 ans</b>	Cours supérieur 1 <sup>re</sup> année	6 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>
<b>10 à 11 ans</b>	Diplôme	Diplôme	Diplôme
	Cours moyen = CM2	7 <sup>e</sup>	7 <sup>e</sup>
<b>9 à 10 ans</b>	Cours moyen = CM1	8 <sup>e</sup>	8 <sup>e</sup>
<b>8 à 9 ans</b>	Cours élémentaire = CE2	9 <sup>e</sup>	9 <sup>e</sup>
<b>7 à 8 ans</b>	Cours élémentaire = CE1	10 <sup>e</sup>	10 <sup>e</sup>
<b>6 à 7 ans</b>	Classe enfantine = CP	11 <sup>e</sup>	11 <sup>e</sup>
		<b>COLLÈGE</b> (dirigé par les communes)	<b>LYCÉE</b> (dirigé par l'État)

<b>ORDRE PRIMAIRE</b> (gratuit)	<b>ORDRE SECONDAIRE</b> (souvent payant)
------------------------------------	---

Basé sur les données de Matthieu Devigne dans *L'École des années noires, une histoire du primaire en temps de guerre*.

# RESSOURCES : Courtes biographies

**Lucette Ariño (épouse Laffont ; 1927-2015)** : jeune fille de Seysses, elle est pendant la guerre élève de l'établissement primaire supérieur de jeunes filles de Toulouse. Après-guerre, elle épouse un ancien maquisard Louis Laffont.

**Henri Arlet (1922-1943)** : étudiant en droit à Toulouse, il prend le nom d'Hubert Arnaud quand il entre dans le maquis de Bir-Hakeim. Arrêté, il est jugé par le tribunal militaire allemand de Toulouse, puis condamné à mort et fusillé en novembre 1943. Son corps est retrouvé dans le charnier de Bordelongue en septembre 1944.

**Raymond Badiou (1905-1996)** : professeur au lycée de garçons (Fermat), il est membre du parti socialiste clandestin, de **Libérer et Fédérer**. Après l'arrestation de Raymond Naves en février 1944, il est désigné pour être le maire provisoire de Toulouse.

**Pierre Benech (1923-2019)** : étudiant en école de commerce au moment de l'armistice. Il s'engage en résistance en rejoignant le mouvement **Combat**, Libération-Sud et **l'Armée Secrète**. Il infiltre sur ordre de son supérieur le mouvement pétainiste Collaboration puis la Milice à des fins d'espionnage.

**Pierre Bertaux (1907-1988)** : étudiant puis professeur d'allemand, engagé en politique avant-guerre. Il arrive à Toulouse en 1938. Fondateur du réseau qui porte son nom. Arrêté, emprisonné puis libéré, il reprend la lutte clandestine dans les **MUR** et est nommé commissaire de la République en août 1944.

**Léontine Blaye (née Clario ; 1910-2003)** : fille de cultivateur et institutrice à Saint-Lys avec son époux instituteur. Résistante à Libération-Sud, elle cache une famille juive. Membre du **Comité local de Libération** en 1944.

**Jean Bloch (1929-1945)** : né à Marseille dans une famille de négociants de religion juive. Il perd sa mère à trois ans et est élevé par sa grand-mère. En 1942, ils s'installent à Toulouse. Jean est scolarisé au lycée de garçons (Fermat). Le 3 mars 1944, il est appelé au secrétariat du lycée pour être arrêté par la **Gestapo** et déporté à Auschwitz, où il est assassiné le 17 avril 1945, à 15 ans.

**Christian Bouhours (1925-2022)** : élève au début de la guerre puis employé de la poste, il résiste en interceptant des lettres de dénonciation, travaillant pour deux réseaux : **NAP** et **FTP**. Il distribue des journaux, fait des repérages à l'aérodrome. Il héberge chez lui un juif et participe à la libération de Toulouse. Il s'engage ensuite dans le corps armé FTP à la fin de 1944.

**Jacqueline Braun (1920- ?)** : réfugiée à Toulouse en 1940 avec ses sœurs Colette et Françoise. Elle intègre **Combat** en 1941 avant d'être arrêtée. En 1942 elle est relâchée et devient un an plus tard l'adjointe d'Henriette Léon au sein des MUR de Toulouse et devient l'agent de liaison de Serge Ravanel (chef régional des FFI).

**Colette Braun (1917-1975 ?)** : elle rejoint l'organisation **Combat** et devient l'adjointe de Jacques Dhont en 1942. Elle utilise Violette Boyer comme pseudonyme. Elle est arrêtée et déportée au camp de Ravensbrück.

**Françoise Braun (1928- ?)** : lycéenne, elle rejoint **Combat** et **l'Armée Secrète** dans le service social. Elle utilise Monique comme pseudonyme.

**Jérôme Carcopino (1881-1970)** : il dirige l'École normale supérieure sous l'Occupation jusqu'en 1942 et il est nommé ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse. Il réforme l'éducation. Après son remplacement, il reprend son poste à l'École normale.

**Jean-Jacques et Bernard Carrance (?)** : Parisiens d'une famille juive, ils se réfugient à Auriac-sur-Vendinelle tout en étant scolarisés à Revel. Le 6 mai 1944, les Allemands arrêtent sur dénonciation tous les autres membres de leur famille : les parents, la sœur et la grand-mère. Ils sont déportés dans le convoi 74 à destination d'Auschwitz. Bernard et Jean-Jacques sont les seuls survivants de leur famille.

**Jean Cassou (1897-1986)** : écrivain, critique d'art et conservateur en chef au Musée national d'art moderne à Paris. Il évacue les œuvres du musée en 1939. Révoqué de son emploi et inquiet des arrestations du réseau du musée de l'Homme dont il fait partie, il s'installe à Toulouse. Membre du réseau Bertaux, il est arrêté en 1941 et condamné à de la prison. À sa libération, il entre en clandestinité et devient commissaire de la République. Après-guerre, il reprend sa carrière de conservateur de musée.

**Joseph Cathala (1892-1969)** : professeur de chimie à la faculté des sciences de Toulouse à partir de 1930, il succède à Paul Sabatier. Appelé au ministère de l'Armement, il est à Londres le 21 juin 1940. Il dirige des usines chimiques pour le compte des Alliés et préside pour la France libre la sous-commission des questions intellectuelles et d'enseignement, qui réfléchit à réformer l'éducation après la guerre.

**Jean Cauaillès (1903-1944)** : philosophe et professeur à l'université de Strasbourg, il intègre la Résistance au sein du mouvement Libération-Nord. Il fonde en 1942 le réseau de renseignement Cohors-Asturies. Il est trahi et arrêté par les Allemands en 1943 puis exécuté en avril 1944.

**Jean Chaubet (1900-1944)** : instituteur, socialiste et franc-maçon, il est révoqué par le régime de Vichy. Il se consacre dès 1940 à divers groupes et mouvements de la Résistance. Il prend la tête du maquis de Saint-Lys où il meurt dans les combats contre les Allemands de la Das Reich.

**Jean Cressot (1921-1944)** : né dans les Vosges, il est étudiant à Toulouse en lettres et en droit et membre de **Combat** puis de **l'Armée Secrète**. Au cours d'une opération de récupération d'armes, il est fusillé avec le capitaine Pélissier par les Allemands de la Das Reich.

**Paul Debauges (1903-2002)** : professeur de mathématiques au lycée de garçons (Fermat) et militant socialiste, il intègre en 1942 le réseau Brutus. Il est également membre du mouvement **Libérer et Fédérer**. Après la guerre, il entame une carrière politique.

Vous trouverez les définitions des mots en vert en page 56 « Ressources : Définitions »

# RESSOURCES : Courtes biographies

**Henri Docquier (1919-2000)** : démobilisé, il est maître d'internat au lycée de garçons (Fermat) pendant la guerre. Ami de Raymond Naves, membre du parti socialiste clandestin et du réseau Brutus, il devient le responsable régional de la France au Combat à Toulouse. Après la guerre, il fait une carrière de haut-fonctionnaire (sous-préfet et chef adjoint de cabinets ministériels).

**Jean-Bertrand Dufor (1901-1993)** : instituteur puis directeur du cours complémentaire de Montréjeau. Résistant membre de *Combat* et de l'*Armée Secrète*. Il aide à cacher une famille juive et est reconnu Juste parmi les Nations.

**Sylvia Kipen (épouse Glouaeg ; 1917-2000)** : née à Paris de parents juifs polonais, elle est institutrice. Elle fuit Paris pour Montauban avec sa famille. Son époux Lucien est arrêté et emprisonné pour vol de papiers d'identité. Il échappe de justesse à la déportation.

**Raymonde Fontaneau (née Rivière en 1924)** : durant l'Occupation, elle donne des cours à deux enfants juifs : Colette et Gérard. Puis en 1944, elle les cache lorsque la traque des juifs s'intensifie. Elle a récemment reçu le titre de Juste parmi les Nations.

**Adrienne Fonvielle (née Cambon ; 1918-1986)** : institutrice, elle distribue tracts et journaux, fabrique des fausses pièces d'identité sous l'Occupation, héberge des résistants et des réfractaires au STO. Elle est membre de l'*Armée Secrète* et de *Libérer et Fédérer* avec son époux Maurice Fonvielle.

**Maurice Fonvielle (1896-1945)** : instituteur, socialiste, syndicaliste, franc-maçon, fondateur du Groupement des campeurs universitaires, il est membre de *Libérer et Fédérer* et réorganise le *SNJ* clandestin. Il est en charge de la propagande des groupes francs et des maquis. Le 4 février 1944, il est arrêté à l'imprimerie d'Henri Lion. Il est déporté et meurt à Gusen en mai 1945.

**Célestin Freinet (1896-1966)** : il est instituteur et à l'origine du mouvement pédagogique « Freinet » qui propose une école basée sur l'intelligence sociale et des techniques novatrices. Pendant la guerre, les activités du mouvement Freinet sont interrompues et Célestin, communiste et syndicaliste, est interné dans plusieurs camps puis assigné à résidence. En 1944, il rejoint un maquis. À la Libération, il anime le *Comité départemental de Libération* à Gap et s'occupe d'enfants victimes de guerre.

**Boris Frenkel (1922-1945)** : étudiant en médecine à Paris, il se réfugie avec sa famille durant l'été 1941 dans le Gers. Il rejoint la *35<sup>e</sup> brigade FTP-MOI*. Après l'exécution de Marcel Langer, il abat un officier allemand puis un milicien à Toulouse. Arrêté, condamné en février 1944 à de la prison, il est finalement déporté. Il meurt à Gusen en 1945.

**Claude Hurstel (1927-2002)** : il est né à Toulouse dans une famille juive. En 1943, ses parents sont déportés et assassinés à Auschwitz. Absent ce jour-là, Claude est envoyé par les prêtres de son école en Savoie, sous le nom de Claude Hélot. En mai 1945, il s'engage auprès de la Croix-Rouge pour accueillir les déportés. Après la guerre, il passe le baccalauréat, retrouve le scoutisme et reprend le magasin de ses parents.

**Georges Jalade (1909-1979)** : instituteur dans l'Hérault, il s'engage dès 1939 en faveur des républicains espagnols du camp d'Agde. Il entre en résistance en 1940 en créant et organisant les mouvements à Agde. En 1943, il s'engage dans les *FTP*. Après la libération de Toulouse, il intègre le *Comité local de Libération* d'Agde. Après la guerre, il s'installe à Paris et est rappelé plusieurs fois à Toulouse comme témoin pour des procès d'épuration.

**Robert Laffargue (1926-1944)** : élève au lycée de Toulouse. D'abord membre des Compagnons de France (mouvement de jeunesse vichyste), il rejoint finalement la Résistance par le bataillon Reboul du corps franc Pommiers. Il est abattu par les Allemands en 1944 dans les Hautes-Pyrénées. De manière posthume, il bénéficie de la mention « Mort pour la France ».

**Marcel Lahana (né en 1938)** : il a 4 ans en 1942 lorsque son père, résistant et juif, est arrêté, puis sa mère l'année suivante. Marcel et son frère échappent aux rafles et aux arrestations grâce à leur famille, des gendarmes et des religieux. Recueillis par leur oncle, ils vivent cachés sous une fausse identité jusqu'à la Libération, d'abord à Saint-Élix-le-Château puis dans une ferme du Lot.

**Daniel Latapie (1918-2017)** : pupille de la Nation, il rejoint la Résistance avec le mouvement *Combat* puis le réseau Marco Polo. Il utilise sa profession d'instituteur pour mener des missions de renseignement sur les troupes allemandes et pour transporter des tracts et des journaux clandestins, tout en favorisant des passages clandestins vers l'Espagne.

**Marguerite Latapie (née Lapart ; 1920-2017)** : institutrice, elle est membre du mouvement *Combat* dès novembre 1941 avec son époux Daniel. Elle accomplit des missions de transport de tracts, journaux et faux-papiers. Elle participe également à des passages vers l'Espagne en hébergeant des passeurs et des évadés.

**Sylvette Narbéburu-Dauriac (épouse Gaillard ; 1930-2016)** : adolescente pendant la guerre, Sylvette vit à Toulouse avec son parrain et sa tante, Sylvain et Marie Dauriac, tous deux résistants. Après la guerre, elle s'engage à la suite de ses parents adoptifs dans les luttes syndicales et pour la Mémoire. Secrétaire puis présidente de l'association des Amis du musée, elle continue à transmettre la mémoire portée par ses parents auprès des visiteurs.

**Paul Mathou (1922-1944)** : en 1941, tout juste titulaire du brevet d'études industriel et du CAP de mécanique générale, il rejoint le 44<sup>e</sup> régiment de tirailleurs algériens. Requis pour le *STO*, il s'évade de Düsseldorf et rejoint le maquis de Banios. Arrêté après une attaque du maquis, il est condamné à mort et fusillé en 1944.

**Ignace Meyerson (1888-1983)** : polonais de confession juive, il est étudiant puis enseignant en psychologie. Socialiste puis communiste, il quitte Paris pour Toulouse en 1940, face aux lois raciales de Vichy. Il entre dans la Résistance en intégrant l'*Armée Secrète* en 1941 et côtoie notamment *Jean-Pierre Vernant*.

**Raymond Naves (1902-1944)** : professeur à la faculté de lettres de Toulouse. Socialiste, il est en contact avec de nombreux intellectuels. Il occupe de hautes fonctions dans le parti socialiste clandestin, et est désigné par la Résistance pour être le maire provisoire de Toulouse à la Libération. Son arrestation l'en empêche. Il est déporté en février 1944 et meurt à Auschwitz. Son fils Francis Naves est lycéen et membre du Groupe insurrectionnel français.

**Jacqueline Petit (épouse Ballossier ; née en 1923)** : elle est la fille de Marcel Petit qui est directeur de l'École vétérinaire, résistant au sein du réseau Prunus et déporté. Jacqueline fait partie des Éclaireuses de France dans le scoutisme pendant la guerre.

**Joseph Pinard (1897- ?)** : proviseur de lycée de Metz, il doit quitter la zone annexée en 1940 et est muté à Pau puis au lycée de garçons de Toulouse, dont il est le proviseur de 1941 à 1944. À la Libération, il est accusé d'avoir collaboré à son poste de proviseur à Toulouse. Interné au camp de Noé et à Perpignan jusqu'en mars 1945, il est jugé et rétabli dans ses fonctions début 1946.

**Francisco Ponzan-Vidal (1911-1944)** : espagnol, instituteur et anarchiste, il combat le franquisme en Espagne. Il rejoint la France après la chute du camp républicain. En 1940 il organise le réseau d'évasion du groupe Ponzan, qui fait passer les Pyrénées à des opposants antifascistes et à de nombreux militaires belges, français et britanniques. Arrêté en 1943, il est emprisonné à Saint-Michel et exécuté à Buzet-sur-Tarn, à deux jours de la Libération.

**Marie Rafalovitch (épouse Vaislic ; née en 1930)** : toulousaine, née d'une famille juive polonaise non-pratiquante. Elle a 14 ans quand elle est arrêtée sur dénonciation. Elle est emprisonnée et déportée à Ravensbrück puis Bergen-Belsen. Elle survit grâce à Mimi, une déportée qui la prend sous son aile.

**Paul Saint-Alary (1885-1964)** : instituteur à Saint-Girons (Ariège), il est membre du réseau Française. Il est arrêté par la police allemande et déporté à Auschwitz en 1944 dans le convoi « des tatoués ». Il côtoie Sylvain Dauriac à Buchenwald auquel ils survivent tous les deux. L'école où il a enseigné porte son nom aujourd'hui.

**Jules Soletchnik (né en 1927)** : originaire de Paris, il est issu d'une famille juive russo-polonaise. Élève pendant la guerre, il se réfugie avec sa famille à Revel en 1940. Son père est arrêté et déporté à Buchenwald. Il meurt à Bergen-Belsen en 1945. Sa mère meurt de maladie en 1944. Jules et son frère sont recueillis par leur tante à Paris. Il termine ses études et devient enseignant puis éditeur de livres scolaires.

**Camille Soula (1888-1963)** : médecin et enseignant en médecine, il est socialiste et résistant. Il travaille en lien avec le réseau Bertaux et *Libérer et Fédérer*. Il côtoie Joseph Ducuing, Jean Cassou et *Silvio Trentin*. Il est arrêté en février 1943, emprisonné puis assigné à résidence surveillée à Rieumes. Il travaille alors en lien avec le maquis de Rieumes.

**Roger Sudre (1909-2002)** : ses parents sont instituteurs, lui devient enseignant de français au collège de Revel. En 1939, il est mobilisé, fait prisonnier de guerre à Dunkerque et libéré pour mauvaise santé en 1941. Il préside le *Comité local de Libération* puis est élu maire de Revel de 1945 à 1974.

**Charles Suran (1904-1971)** : instituteur, il est chargé en 1942 du recrutement autour de Saint-Gaudens par *Libérer et Fédérer* puis rejoint le réseau Alphonse Buckmaster. Il dirige le maquis Libérer et Fédérer de Boulogne-sur-Gesse qui dépend de l'*Armée Secrète*. A partir de 1959, il est sénateur de Haute-Garonne.

**Silvio Trentin (1885-1944)** : italien, professeur de droit à l'université de Pise, député social-démocrate. Il fuit l'Italie de Mussolini en 1926 et se réfugie dans le Gers puis à Toulouse. Il réunit un cercle d'antifascistes et d'intellectuels autour de sa librairie. Inspirateur du mouvement *Libérer et Fédérer*, il contribue au journal clandestin du même nom. À la chute de Mussolini en 1943, il repart combattre en Italie et meurt à Trévise en mars 1944.

**Jeanne Verdier (née Lafforgue ; 1893-1961)** : institutrice, elle rejoint le réseau Gallia et devient agent de renseignement. Interpellée peu de temps après son époux François Verdier, elle est déportée à Ravensbrück dont elle revient affaiblie en avril 1945.

**Jean-Pierre Vernant (1914-2007)** : professeur de philosophie au lycée de garçons à Toulouse, il rejoint le mouvement Libération-Sud et est nommé responsable départemental de l'*Armée Secrète* en 1942. Après le débarquement de Normandie il devient commandant des *FFI* de Haute-Garonne.

**Lucien Vieillard (1923-2021)** : lycéen puis étudiant en 1943, il est réquisitionné pour les Chantiers de jeunesse. Employé à la Cartoucherie de Toulouse, il est résistant au mouvement Libération-Sud. Il participe aux combats de la libération de Toulouse et devient agent de liaison de l'état-major départemental des *FFI*. Après la guerre, il s'engage dans des associations mémorielles et poursuit une carrière de peintre reconnu.

# RESSOURCES : Définitions

**35<sup>e</sup> brigade FTP-MOI** : voir FTP-MOI

**Armée secrète** : organisation résistante militaire créée officiellement au printemps 1942. Elle regroupe plusieurs formations paramilitaires. Très présente en zone sud, le nombre de ses membres grossit avec les réfractaires du STO. En février 1944, l'Armée secrète intègre les FFI.

**CDL** : Comité départemental de libération qui a des antennes appelées **CLL** (Comité local de libération). Il gère le ravitaillement, le retour des prisonniers/déportés, la relance de l'économie locale, l'épuration des administrations... Ses pouvoirs sont très larges.

**CNR** : Conseil national de la Résistance. Fondé le 27 mai 1943 par Jean Moulin et par la réunion des différents représentants des mouvements et réseaux de résistance. Le CNR élabore le programme de la refondation de la République après la Libération.

**Combat** : mouvement de résistance créé en zone sud, dépendant des MUR en 1943.

**Éclaireurs de France** : mouvement de scoutisme laïque.

**Exode** : fuite massive des populations devant l'avancée allemande entre mai et juin 1940. Elle concerne aussi bien les étrangers (Belges, Hollandais...) que les Français.

**FFI** : Forces françaises de l'Intérieur. Créées au printemps 1944 pour unifier les unités militaires des divers mouvements de la Résistance. Trois principaux groupes les composent : Organisation de résistance de l'Armée, AS et FTP. Dans la région toulousaine, au moment de la Libération, le commandant régional des FFI est Serge Ravel et le commandant départemental est Jean-Pierre Vernant.

**FTPF** : Francs-tireurs et Partisans Français. Mouvement de résistance armé organisé par le parti communiste. En 1944, ils sont sous la tutelle du Front national, un mouvement de résistance communiste. À l'approche des débarquements, les FTPF sont intégrés aux FFI.

**FTP-MOI** : Francs-tireurs Partisans-Main-d'œuvre immigrée. Mouvement issu de la Main-d'œuvre immigrée, une structure mise en place par le Parti communiste français dans les années 1920, pour encadrer les étrangers venus travailler en France après les nombreux morts de la Première Guerre mondiale. Pendant la guerre, mouvement de résistance armé organisé par le parti communiste regroupant des travailleurs de toutes nationalités résidant en France. Dans la région, c'est la 35<sup>e</sup> brigade FTP-MOI la plus connue, dont le chef emblématique est Marcel Langer.

**Gestapo** : abréviation de Geheime Staatspolizei. Police secrète d'État du parti nazi, créée en 1933-1934. La Gestapo est en fait la section IV de la Sipo-SD, chargée de la lutte politique, de la répression des résistants et de la traque des juifs. Cependant, le terme est utilisé abusivement pour désigner tous les policiers allemands en civil et leurs supplétifs. La Gestapo ne fait pas partie de l'armée allemande.

**Libérer et Fédérer** : mouvement de résistance atypique, fondé par l'Italien **Silvio Trentin**. Il regroupe des sections armées et une section de propagande, via la diffusion du journal du même nom. Une pensée politique originale l'anime.

**MUR** : Mouvements unis de la Résistance. En 1943, Jean Moulin réussit à unifier les principaux mouvements de la Résistance (Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur) en une seule organisation.

**NAP** : Noyautage des administrations publiques. Résistants travaillant dans les services publics (préfecture, police, électricité, postes et télégrammes, chemins de fer...) ayant pour objectif de recueillir, et de transmettre des renseignements et parfois de saboter lorsque la profession le permet (faire disparaître des dossiers, par exemple).

**Région R4** : la carte de France de la Résistance est découpée en 12 régions militaires. R4 désigne la région militaire qui correspond à la Haute-Garonne et aux départements voisins. Chaque chef militaire a autorité sur toutes les unités combattantes dans sa région et exerce des pouvoirs de contrôle et de coordination.

**Révolution nationale** : idéologie mise en place par le maréchal Pétain, contre la République, contre la démocratie. Les valeurs promues sont celles de la devise Travail, Famille, Patrie : l'autorité, l'ordre, le retour à la terre. Elle entraîne l'exclusion de plusieurs catégories de populations dont les juifs.

**SNI** : Syndicat national des instituteurs. Créé en 1920, il regroupe une majorité d'enseignants de l'école primaire. Il est dissout par le régime de Vichy mais reconstitué clandestinement.

**STO** : Service du travail obligatoire. Instauré par le chef du gouvernement Pierre Laval le 16 février 1943. Il est imposé aux jeunes hommes nés entre 1920 et 1922 de partir travailler pour le Reich, le plus souvent en Allemagne. Ceux qui refusent sont appelés des réfractaires. Hors-la-loi, ils se cachent dans les différents maquis, rejoignant de ce fait la Résistance.



# RESSOURCES : Lieux commémoratifs

## 1 AURIAC-SUR- VENDINELLE

Une stèle commémorative pour la famille Carrance, déportée

## 2 BONREPOS-SUR-AUSSONNELLE

Une stèle commémorant les morts du maquis de Saint-Lys, dont Jean Chaubet

## 3 BOULOGNE-SUR-GESSE

Le collège Charles Suran et sa plaque

## 4 GOURDAN-POLIGNAN

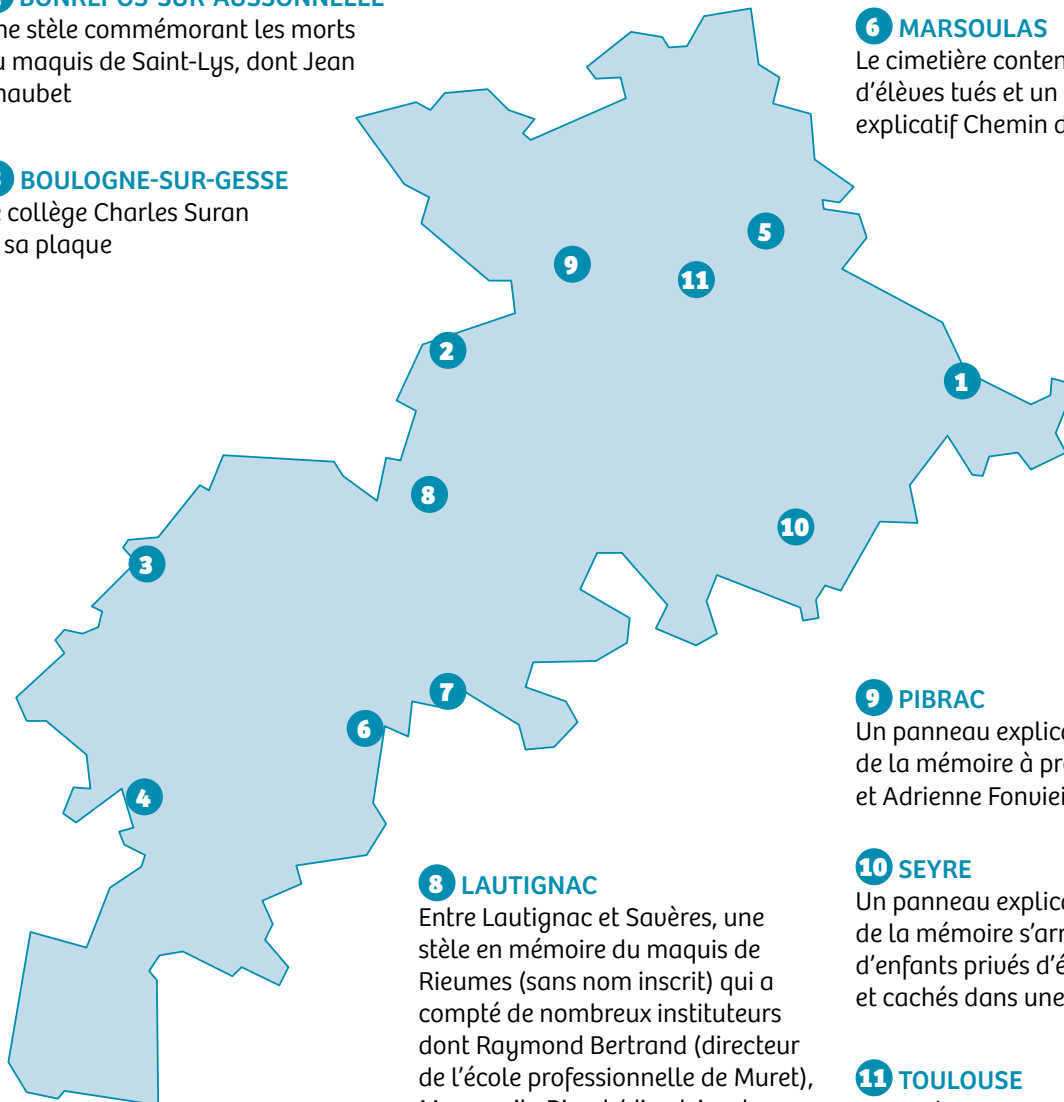
Un monument commémorant Paul Mathou et le lycée qui porte son nom

## 5 GRAGNAGUE

Une stèle commémorant les fusillés du bois de la Reulle, dont Claude Charuet (mais sans nom inscrit)

## 6 MARSOULAS

Le cimetière contenant les dépouilles d'élèves tués et un panneau explicatif Chemin de la mémoire



## 7 MONTBÉRAUD

Une plaque à propos du passage de Jean-Pierre Vernant dans cette commune

## 8 LAUTIGNAC

Entre Lautignac et Savères, une stèle en mémoire du maquis de Rieumes (sans nom inscrit) qui a compté de nombreux instituteurs dont Raymond Bertrand (directeur de l'école professionnelle de Muret), Marguerite Picart (directrice de l'école annexe de Salies-du-Salat) et Yvette Campo (institutrice à Lavernose)

## 9 PIBRAC

Un panneau explicatif Chemin de la mémoire à propos de Maurice et Adrienne Fonvieille

## 10 SEYRE

Un panneau explicatif Chemin de la mémoire s'arrête sur ce groupe d'enfants privés d'école car juifs et cachés dans une grange

## 11 TOULOUSE

Au collège Pierre de Fermat, une plaque commémorative à propos de Jean Bloch

La stèle des martyrs de Bordelongue (dont Paul Mathou et Henri Arlet)

# RESSOURCES : Bibliographie

## Ouvrages historiques :

ALARY Éric, **Les Français au quotidien (1939-1949)**, Saint-Amand-Montrond, Perrin, 2006.  
Ouvrage historique généraliste.

ALARY Éric et VERGEZ-CHAIGNON Bénédicte, **Dictionnaire de la France sous l'Occupation**, Paris, Editions Larousse, 2011.  
Contient une entrée « école primaire ».

DEREYMEZ Jean-William (sous la direction de), **Être jeune en France (1939-1945)**, Paris, L'Harmattan, 2003.

DEVIGNE Matthieu, **L'École des années noires. Une histoire du primaire en temps de guerre, entre Vichy et République (1938-1948)**, Paris, PUF, 2018.  
Ouvrage spécialisé sur l'école primaire durant la guerre.

GAULUPEAU Yves et PROST Antoine, **Dessins d'Exode**, Paris, Tallandier Éditions, 2003.  
Presque 300 des dessins d'élèves entre 1939 à 1941, classés par thématique.

GIOLITTO Pierre, **Histoire de la jeunesse sous Vichy**, Paris, Perrin, 2000.  
Ouvrage historique généraliste.

MUSCAT Virginie, **L'Enseignement primaire élémentaire public à Toulouse sous Vichy**, mémoire de maîtrise, 1998.  
Permet un panorama de l'environnement d'un élève de primaire. Présence d'une liste des écoles toulousaines.

PETREMANN Pierre, **Raymond Naves un humaniste en résistance**, Éditions Loubatières, 2020.  
Biographie de Raymond Naves. Partie comprenant des passages sur la résistance à l'université, et le journal clandestin *Vive la Liberté*.

PUJOL Francis et SOLETCHNIK Jules, **Revel des années noires 1939-1945**, Anne-Marie Denis éditeur.  
Ouvrage retraçant l'histoire de la ville de Revel pendant la guerre.

SINGER Claude, **Vichy, l'université et les juifs**, Paris, Société d'Édition Les Belles Lettres, 1992.  
Ouvrage historique concernant les mesures antisémites dans le monde universitaire.

VALLAUD Pierre, **Les Français sous l'Occupation 1940-1944**, Paris, Éditions Pygmalion/Gérard Watelet, 2002.  
Ouvrage historique généraliste.

## Témoignages :

BOUHOURS Marc, **Que sont mes amis devenus ?**, Éditions Loubatières, 2022.  
Biographie de son père Christian Bouhours.

BRUGE Roger, **Enfant de troupe**, Paris, Éditions France-Empire, 1962.  
Témoignage d'un jeune garçon qui est, pendant la guerre, dans une école de préparation militaire.

CREMIEUX-HURSTEL Marise, **Journal d'une adolescence sous l'Occupation**, Quercy, Éditions Privat, 2015.  
Journal intime d'une jeune fille juive.

DOCQUIERT Henri, **Églantine et Vert-de-gris**, Paris, 1970.  
Autobiographie, témoignage d'un surveillant au lycée Fermat qui est aussi résistant aux côtés de Raymond Naves.

DUPUY Aline ; CROUZET Thierry ; VIVAS Frédéric, **Journal d'une lycéenne sous l'Occupation**, Toulouse 1943-1945, Toulouse, Éditions Le Pas d'oiseau, 2013.  
Journal intime d'une lycéenne de Saint-Sernin. Les passages du journal sont complétés par des souvenirs actuels.

FALIGOT Roger, **La Rose et l'Edelweiss**, Paris, Éditions La Découverte, 2009.  
Retrace le parcours de plusieurs groupes de jeunes résistants sur différents territoires européens, notamment celui du groupe toulousain GIF.

TAUPIN Roger, **Un ado sous l'occupation**, Mesnil-sur-l'Estrée, Louve éditions, 2018.  
Témoignage d'un jeune garçon en milieu rural qui vient de passer son certificat d'études puis s'engage en résistance.

VAISLIC Marie, **Seule à quatorze ans à Ravensbrück et Bergen-Belsen**, Éditions Le Manuscrit.  
Autobiographie, témoignage d'une jeune juive toulousaine déportée.

## Sur Internet :

Réseau Canopé, dossier thématique « Les années noires » : <https://www.reseau-canope.fr/cndpfileadmin/pour-memoire/les-annees-noires-1940-1945/introduction/>

Les vidéos de France 3, dont celles de Jacqueline Vigne (jeune élève résistante dans le Gard), René Omnès (instituteur parisien et résistant), Pierrette Greffier (institutrice résistante dans l'Eure) et sur l'université de Strasbourg à Clermont-Ferrand : <http://lesresistances.france3.fr/home>

Le musée de la Résistance en ligne, page ressource sur le thème du CNRD : [http://www.museedelaresistanceenligne.org/pedago\\_espace.php?pave=4&concours=a](http://www.museedelaresistanceenligne.org/pedago_espace.php?pave=4&concours=a)



Pour accéder à la brochure  
en version numérique  
et la télécharger,  
flashez ce QR code

## Retrouvez d'autres ressources pour vous préparer

### **AU MDR&D** (réservations au 05 34 33 17 40) :

- > Un atelier participatif pour découvrir le thème 2022-2023, autour d'un travail sur des objets et des témoignages issus des collections. Cet atelier peut se faire à l'issue d'une visite commentée de l'exposition permanente.
- > Une conférence-visite sur le thème du concours : un mercredi après-midi du mois de mars (La date sera communiquée sur notre site internet).
- > Des ressources en ligne : la brochure, des visites guidées numériques, des publications, des zooms sur le thème 2022-2023)

### **Des actualités tout au long de l'année sur :**

[www.resistance.haute-garonne.fr](http://www.resistance.haute-garonne.fr)

[www.facebook.com/museeresistance.haute-garonne](https://www.facebook.com/museeresistance.haute-garonne)

### **AUX AD31** (sur réservation au 05 34 32 50 00) :

- > Un atelier à partir de documents d'archives, zoom sur le Groupe insurrectionnel français (groupe de lycéens)
- > Une visite des magasins d'archives permettant de découvrir les archives départementales et le thème du CNRD.



**Direction de la publication :** Georges Méric

**Direction éditorial :** Antoine Grande

**Coordination :** Émilie Mahé

**Recherches :** Caroline Bénézet, Gaëtan Blossé, Fanny Bouscail, Emma Gallitre, Elérika Leroy, Émilie Mahé

**Numérisations :** Jean-Baptiste Belloc, Thomas Bennebrouk, Lauraline Boutet, Émilie Mahé

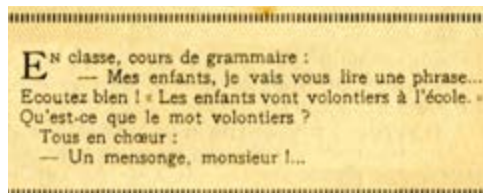
**Rédaction :** Lauraline Boutet, Emma Gallitre, Antoine Grande, Émilie Mahé ; avec l'aimable participation de Jean-Luc Cardinaud

**PAO :** Service communication CD31

**Impression :** Service imprimerie CD31

# L'École et la Résistance. Des jours sombres aux lendemains de la Libération (1940-1945).

© MDR&D - Fonds Blagnac



**MUSÉE DÉPARTEMENTAL DE LA RÉSISTANCE & DE LA DÉPORTATION**

52 allée des Demoiselles – 31 400 Toulouse

05 34 33 17 40

[www.musee-resistance.haute-garonne.fr](http://www.musee-resistance.haute-garonne.fr)